

CONSTITUTION EUROPÉENNE NON, NON ET NON

Le Manifeste

Journal communiste

n° 12 - janvier-février 2005

DEBOUT
LES DAMNÉS

Telecom : briser le
service public

Pages 2 et 3

LE MONDE
VA CHANGER
DE BASE

La Tchétchénie

Page 8

NOUS NE
SOMMES RIEN

Le grand Jules Verne

Page 19

Asie du sud



Collage Patrice MOREL

ÉDITO

La vague et la vigilance

Soyons clairs : le capitalisme n'est pas responsable du raz de marée qui a submergé le sud de l'Asie. Mais la catastrophe jette une lumière crue sur sa réalité : hôtels de luxe d'un côté de la rue, misère sans nom de l'autre, tourisme sexuel sur les trottoirs. Coup de projecteur blafard sur une guerre en Irak dont les destructions s'élève à plus de 400 milliards de dollars, largement plus que le nécessaire pour reconstruire en Asie. Et comme chaque fois que l'humanité affronte des tragédies effroyables, l'odeur écœurante des médias qui surfent sur la vague du sensationnel (alors qu'ils laissent dans l'ombre les millions de victimes que font chaque année la faim, la misère, la guerre...).

Mais à la déferlante naturelle a succédé une déferlante humaine, une vague de générosité. On peut parler de l'émergence d'un mouvement populaire

mondial, annonciateur d'un nouvel ordre pour la planète. Certes ce mouvement n'est pas orienté contre le capitalisme. C'est un mouvement de compassion, le mouvement d'une humanité qui se cherche, un authentique mouvement de solidarité. Il n'empêche : aussi sûrement que la vague dévastatrice a ébranlé la terre sur son axe, la vague humaine a ébranlé le capitalisme sur ses bases. L'anarchie capitaliste a montré sa terrifiante incurie. En quelques jours, l'Onu qui était descendue bien bas a retrouvé sa légitimité internationale. À Djakarta, les puissants ont dû faire preuve d'un peu d'humanité, d'humilité aussi.

Le reconstruction ne sera pas une simple reconstruction. Du nouveau émergera. Les images ont montré le visage monstrueux d'une catastrophe mais l'humanité a pointé du doigt quelques unes de ses tares les plus hideuses. Une vigilance est née.

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

à vif.....

Le boudin de Jospin

Humilié aux élections présidentielles, Jospin a fui en claquant la porte, pour pleurer son dépit dans son logis. Que faire en un logis à moins que l'on n'y songe ? Songeant donc, il pensa que peut-être il avait eu tort, pas tort, se prétendant de gauche, d'avoir mené une politique de droite. Après tout, même s'il avait proclamé que son programme n'était pas socialiste, il était pourtant bien dans la ligne de son parti, c'est-à-dire réformiste. Sauf un petit détail : tenant le capitalisme pour irréformable, il pouvait toujours tenter de réformer le peuple comme on réforme pour l'équarrissage un cheval fourbu. Le seul tort qu'il voulait bien se reconnaître c'était de s'être retiré sous sa tente comme un gamin mauvais joueur. Il cessa de faire son boudin et tenta le retour. Il lui fallut constater alors que personne ne l'attendait plus mais que, personne non plus n'était surpris de le revoir. Il aurait tant aimé jouer au vieux sage distillant ses conseils, et voilà qu'il n'était plus qu'une sorte de figurant sans avenir et au passé embarrassant. Je n'en dirai pas plus ; on ne tire pas sur une ambulance... encore moins sur un corbillard.

Bernard-G. Landry

LA RAISON TONNE EN SON CRATÈRE

Libéralisme libertaire par Michel Cloucard

EN BREF

Mobiles et confidentialité
Le journal *Libération* révèle que le téléphone portable est devenu un outil indispensable pour la police, et que l'analyse des communications d'un « mobile » est devenue un réflexe comme l'enquête de voisinage. Les enquêteurs peuvent demander les relevés des télécommunications sur des durées variables : ces renseignements sont conservés un an par les opérateurs. Pour plus de détails quant à la complexité du processus de filage, se reporter à l'article de Jacky Durand, *Le téléphone mobile superflic*, 4 décembre 2004

Al-Manar et la censure
La chaîne de télévision du Hezbollah chiite libanais al-Manar, a été interdite par la France, ce qui empêche l'accès à ses programmes dans la plupart des pays de la Communauté européenne : le satellite Eutelsat qui diffusait les programmes de la chaîne a été totalement mis hors service. L'interdiction d'al-Manar en France a été suivie par la même mesure aux États-Unis qui en ont profité pour placer la chaîne sur la liste des organisations terroristes. La décision de la France a provoqué l'indignation du gouvernement libanais. Par solidarité avec la chaîne, des opérateurs privés libanais ont annoncé l'interruption de la diffusion sur le câble de la chaîne francophone TV5.

Rapport annuel de la Fao
On n'en finit décidément pas avec les divers rapports des diverses organisations internationales qui, année après année, constatent l'échec de leurs missions à travers de longs rapports... L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao) constate dans son rapport annuel sur la faim dans le monde que le nombre de personnes sous-alimentées progresse au lieu de régresser. Elles sont 852 millions entre 2002 et 2003. 35 pays faisaient face à des crises alimentaires en juillet 2004, la plupart étant des pays africains. Le coût social induit par la faim dans le monde est infiniment supérieur à ce que coûterait l'éradication de la famine. L'intérêt des pays développés serait plutôt de faire disparaître la sous-alimentation. À moins que l'intérêt des pays développés soit ailleurs... Et si on donnait tout cet argent qui sert à pondre des rapports annuels qui ne servent pas à grand-chose aux victimes ? Ou si on se servait de l'argent pour punir tous les responsables ?

Nicole Borvo aurait mieux fait de se taire
Nicole Borvo, sénateur (ou -trice) communiste, s'est réjouie de la libération de « dissidents cubains » (dissidents qui émargaient à la Cia, payés par le chargé d'affaires Us à La Havane, soit dit en passant). Elle a dénoncé Cuba qui se servirait du prétexte du blocus pour refuser « liberté, justice et débat démocratique ». Elle a souhaité que tous les prisonniers soient rapidement libérés. On aimerait qu'elle mette autant de cœur et de conviction pour demander aux États-Unis de libérer les prisonniers de Guantanamo ou de faire libérer les cinq Cubains emprisonnés injustement depuis plusieurs mois aux Usa...

Pour briser le il faut briser ceux

Retour sur le livre *France Télécom, la machine à broyer, quand les privatisations tuent* de Dominique Decèze qui rencontre un vrai succès par Emmanuel Dang Tran, secrétaire de la section du Pcf Paris 15^e qui a collaboré étroitement avec Dominique Decèze dès la conception de l'ouvrage.

Le 15 décembre 2004, des chercheurs et personnels de l'Institut Pasteur manifestaient. Aussi étonnant que cela paraisse, plusieurs d'entre eux brandissaient le livre *France Télécom, la machine à broyer* de Dominique Decèze. Il se trouve que Michel Bon, prédécesseur de Thierry Breton à la tête de France Télécom est membre du Ca de Pasteur. Publié le 2 septembre dernier, le lendemain même de la vente par Sarkozy de 9,6 % du capital de l'opérateur « historique », faisant passer la part de l'État en dessous de la barre des 50 %, l'ouvrage a connu depuis une très large couverture médiatique. Depuis 4 mois, des dizaines de débats et d'initiatives sont organisés partout dans le pays.

Laboratoire (anti)social de la privatisation

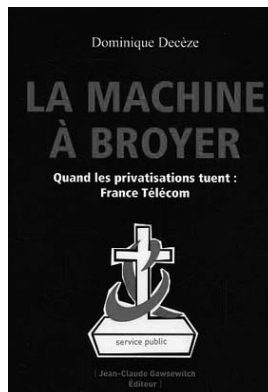
Ce « succès de librairie » et ce succès militant inattendus ne relèvent pas du hasard. L'explosion de la souffrance au travail à France-Télécom depuis le début du processus de privatisation a atteint une ampleur si dramatique qu'elle ne pouvait plus être niée du grand public. France-Télécom, premier « grand » service public à être démantelé, retient l'attention aussi comme véritable laboratoire (anti)social de la privatisation. *La Machine à broyer*, décrit ce que commencent déjà à subir, ce qui pourrait attendre les salariés de La Poste, d'Edf-Gdf, de la Sncf, de l'ensemble de la fonction publique... Il met en lien la dégradation dramatique de la situation avec les méthodes de « gestion des ressources humaines » mises en place depuis le début de la privatisation. Il identifie les objectifs poursuivis par la direction de l'entreprise et montre comment ces pratiques sont le moyen et la condition de la politique de

privatisation. L'auteur, journaliste, spécialiste des relations sociales et de la santé au travail, a analysé minutieusement de très nombreux documents. Il a pu s'appuyer aussi sur les interventions de la sénatrice communiste Marie-Claude Beaudeau qui avait questionné le gouvernement en janvier 2004. Son intervention avait suscité la remontée de centaines de témoignages de salariés.

Augmentation de 60 % des arrêts maladie

Cette situation est attestée dans toutes les enquêtes commandées par les Chsct et la plupart des rapports des médecins de prévention. Le bilan social de l'entreprise reconnaît une augmentation des arrêts maladie de 60,4% entre 1996 et 2003. Dans une enquête, menée en 2001, sur 420 employés en Poitou-Charentes, 40 % avouent mal dormir, 54 % se déclarent découragés, tendus, nerveux. Au delà des chiffres, les témoignages, par centaines, font état de nombreuses situations de grande détresse, de vies brisées par France-Télécom, mais aussi d'un malaise quasi général. Le livre a permis de briser le silence, dans l'entreprise, mais aussi dans la société, parfois au sein des familles même. Il est significatif que la direction de l'entreprise n'ait pas contesté la réalité du constat dressé. Même sur la question

des suicides. « On se suicide à France-Télécom comme partout » déclarait pourtant dans le magazine *Courrier*



cadres du mois de septembre Bernard Bresson, directeur des relations humaines. Ces propos à faire froid dans le dos ont fait le tour de l'entreprise. En revanche, ce que conteste formellement la direction, c'est la responsabilité de ses méthodes de gestion. Le malaise provisoire qu'elle est obligée d'admettre ne découlerait que de la précipitation des mutations technologiques et du bouleversement brutal de l'environnement devenu concurrentiel mal vécu par des salariés, mal préparés car imprégnés de l'esprit du secteur public...

« Pour que tu te casses, je te casse ». C'est la formule du professeur de médecine Michel Debout définissant le harcèlement moral à l'entreprise que reprend Dominique Decèze pour France-Télécom. La mise en cohérence des nouvelles méthodes de gestion du personnel à FT, observées dans tout le pays, dans tous les services est édifiante. On recherche la déstabilisation permanente des personnels. Depuis 10 ans, les restructurations sont incessantes et de moins en moins compréhensibles. Au sein même de l'entreprise, la situation de chacun se précarise.

De nombreux salariés se retrouvent à des postes qui ne correspondent plus à leurs compétences. 53 000 ont changé de métier entre 1996 et 2002, souvent sans rapport avec leurs compétences. Le cas le plus flagrant est celui des agents des lignes transfé-

rés à des postes de vendeurs dans les centres d'appels téléphoniques. Des milliers d'autres se retrouvent au placard. Les rémunérations cessent de correspondre au poste occupé. La mobilité géographique contrainte dans le cadre de vastes unités régionales peut bouleverser la vie privée.

Montée des pressions

Tout cela dans un contexte de suppression massive d'emplois ; 40 000 depuis 1997, 8 000 en 2004.

Cette déstabilisation d'ensemble se combine avec une montée des pressions, menaces voire sanctions. Soit disant fondée sur la recherche du plus fort rendement individuel, la gestion personnalisée des carrières aboutit à la mise en concurrence des agents, à leur culpabilisation, souvent à leur démolition.

Les entretiens individuels avec ses supérieurs hiérarchiques immédiats dits « de progrès ou d'évolution » deviennent souvent de véritables procès ou alors une loterie pour des salariés placés devant un « arbitraire total ». Il existe plusieurs cas de mutation accordée par France-Télécom à un membre d'un couple mais finalement pas à son conjoint.

Des systèmes de fichages du personnel stigmatisant les « moins employables », les « réfractaires », les militants syndicalistes ont été découverts. Des handicapés sont déplacés délibérément de leur poste adapté. Un dispositif de contrôle, presque de criminalisation des arrêts maladie a été mis en place.

La mise en place de l'indice de Pic, « performance individuelle comparée » en 2003 symbolise ces méthodes. Il était prévu même d'afficher les Pic individuelles sur le site de travail pour mieux culpabiliser les moins productifs.

service public, qui le servent !



Dans cet esprit, une direction régionale est même allée jusqu'à épingler des copies de billets de 10 euros à des cordes à linge suspendues dans les centres pour alimenter une campagne interne : « une prime variable vendeur de 10 euros par jour, c'est possible ! ». Les vendeurs étaient invités à décrocher un billet pour un certain nombre de ventes réalisées et obtenaient un cadeau au bout de 10 simili billets !

Casser le service public partout

Les cadres qui sont souvent en position d'appliquer ces orientations subissent doublement ces méthodes. Pour cette cadre contractuelle : « le harcèlement moral est érigé en méthode de management pour faire partir ceux qui refusent de traiter les agents comme des pions et de faire démissionner les personnels dont l'entreprise veut se séparer. » « Cette violence délibérée et systématique avec laquelle la direction de l'entreprise s'est attaquée à son personnel » résulte directement de la

volonté du gouvernement d'achever la privatisation et de casser définitivement, d'éradiquer le service public des télécommunications. Cette thèse est corroborée par les étapes de la progression du processus de privatisation. Trois objectifs liés à la privatisation qui se suivent et se chevauchent dans le temps expliquent la stratégie d'écrasement du personnel : augmenter au maximum le taux de rentabilité financière, faire payer par les salariés 15 milliards d'euros de la dette accumulée depuis le début de la privatisation alors que le résultat opérationnel a toujours été positif, engager la privatisation totale permise par la loi de décembre 2003 en se débarrassant de milliers d'agents fonctionnaires car leur statut est un obstacle à la privatisation et à la prise de contrôle totale par un opérateur privé. Cet objectif va de pair avec la volonté d'éradiquer l'esprit de service public de l'entreprise et même du pays. La sortie du livre a coïncidé et probablement contribué à un regain de mobilisation et de luttes locales à France Télécom. La mise sur la place

publique des éléments les plus dramatiques de la situation sociale dans l'entreprise, le fait que les bouches s'ouvrent sont de nature à limiter à l'avenir l'usage d'un certain nombre de pratiques « particulièrement » excessives. Concernant l'avenir de l'entreprise et la poursuite du processus de privatisation, l'acharnement mis par la direction et le pouvoir à détruire l'héritage du service public fait la démonstration *a contrario* des points concrets d'appui et de résistance qui demeurent dans l'entreprise et dans le pays. Le besoin de service public, donc la nécessité de la réappropriation publique intégrale de France Télécom avec sa renationalisation, correspondent plus que jamais à une exigence d'égalité et de développement pour le pays à l'heure des nouvelles technologies des télécommunications. Cependant dans l'entreprise, le rapport de forces continue à se dégrader, les départs de fonctionnaires et de militants s'accroissent. La nécessité de convergence d'action entre salariés des services publics, usagers est plus flagrante que jamais. Le scénario

de France-Télécom est programmé et enclenché exactement dans les mêmes termes pour des pans entiers de la fonction publique : directives européennes, ouverture à la concurrence, ouverture du capital, liquidation des statuts, séparation des entreprises entre « réseaux » et « exploitation », casse des régimes de retraite...

La « gauche plurielle » à l'initiative

L'exemple de France-Télécom doit lever toute illusion sur la possibilité d'être épargné, de limiter les dégâts. Aucun fonctionnaire âgé de moins de 40 ans (50 ?) n'est maintenant assuré de finir sa carrière sous ce statut. Les mouvements récents dans ces grands services publics, la solidarité des salariés du privé (mouvement Edf-Gdf) attestent de la force potentielle de ces convergences. L'alternative politique est à construire tout de suite par la lutte et rien n'est à attendre d'une simple alternance électorale en 2007. À toutes les étapes décisives de la privati-

sation, c'est la « gauche » qui était aux commandes : en 1990 avec la loi Quilès qui a cassé le statut d'administration et disjoint la Poste et France-Télécom, en 1997 quand, un mois après son élection, Jospin reniait déjà sa promesse et appliquait la loi de privatisation partielle, sans évoquer le soutien de la « gauche plurielle » à la gestion de Michel Bon. Le soutien appuyé de la direction du Pcf et de Jean-Claude Gayssot personnellement en 1997 à « l'ouverture » du capital a eu aussi des conséquences très néfastes. Non seulement il a contribué à faire passer la loi mais il a disqualifié le Pcf (pas seulement ses dirigeants « mutants ») dans l'entreprise et a proprement coulé l'organisation communiste, les cellules d'entreprise. Cela a contribué lourdement à affaiblir le rapport de forces idéologique dans l'entreprise et dans l'organisation syndicale.

Enfin, dans l'immédiat, l'exemple de France-Télécom ne peut que nourrir la bataille décisive pour le Non au projet de « constitution » européenne. Ce texte se situe dans la lignée exacte des traités de Maastricht, Amsterdam et Nice, de toutes les directives européennes de marchandisation des services publics. Il nie le concept même de services publics et veut accélérer leur démolition dans chaque pays en instaurant le dogme constitutionnel de la « concurrence libre et non faussée ».

Face à cette nouvelle attaque, le référendum nous donne une occasion unique, à ne pas manquer, de dire « stop ». Non pas tant pour réclamer des « services publics européens », impossibles à concevoir à court terme tant l'état et l'histoire des services publics dans chaque pays sont différents que pour mettre en échec les directives et les destructions en cours en France dans l'intérêt de tous les pays et dans la perspective d'une coopération entre services publics nationaux.

Emmanuel Dang Tran

** Le livre tiré à 17 000 exemplaires est désormais épuisé. Des exemplaires sont encore en dépôt chez certaines sections syndicales et à la section du Pcf Paris 15 (01 48 28 60 05).*

EN MARGE !

Edf et les coupures d'électricité

Depuis plusieurs mois élus locaux, parlementaires, syndicats, associations de chômeurs ou d'aide aux plus démunis dénoncent les coupures d'électricité à l'encontre de ménages qui ne parviennent pas à régler leurs factures. La politique sociale d'Edf s'est infléchie, davantage portée au durcissement au niveau des coupures à l'égard des familles en difficulté. La direction aurait fait pression sur ses agents pour un « recadrage »...

Dernier rapport de l'Oit
Près d'1,4 milliard de personnes vivent avec l'équivalent de 2 dollars par jour et quelque 550 millions gagnent l'équivalent de 1 dollar par jour selon le dernier rapport de l'Organisation internationale du travail. Le rapport note également que les 186 millions de personnes qui étaient sans emploi en 2003 ne représentent que la partie visible de l'iceberg, dans la mesure où 7 fois plus de gens qui travaillent continuent de vivre dans la pauvreté. Ce n'est donc pas l'absence de travail qui est seule responsable de la pauvreté, mais la faible rémunération du travail effectué.

Unicef

Selon le dernier rapport de l'agence de l'Onu pour l'enfance, plus d'un milliard d'enfants dans le monde souffrent de la pauvreté, de la guerre et du sida. 400 millions d'enfants n'ont pas accès à l'eau potable. 270 millions ne bénéficient pas de soins de santé. Et 90 millions souffrent de graves privations alimentaires. Mais que sont devenus les pays signataires de la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant, traité le plus accepté dans le monde ?

Conditions d'hébergement pour les étrangers
Une circulaire du 23 novembre 2004 en application de la loi Sarkozy sur l'immigration donne pouvoir aux maires de vérifier la réalité du logement où le visiteur étranger sera accueilli. Le logement de l'hôte devra remplir les conditions posées par le code de la construction et de l'habitat définissant les normes de confort et d'hygiène des « logements décentes »... Normes que l'État devrait bien vérifier auprès des bailleurs dans l'habitat indigne !

Asie

L'agence de l'Onu pour la population prévient que l'assistance humanitaire doit prendre en compte la protection et la sécurité des femmes et des enfants dans les pays dévastés par les tsunamis. Dans une région où la question des abus sexuels, du trafic et de l'exploitation des femmes et des enfants posaient déjà de graves problèmes, la dévastation et la mort n'ont pas empêché les individus les moins scrupuleux de profiter de la confusion et de la terreur générale pour se livrer au trafic le plus odieux qui soit : celui des enfants à des fins de prostitution. Selon l'agence de l'Onu, de nombreux cas de viols, d'abus sexuels et de trafics de femmes et d'enfants ont été signalés dès le début du drame. À l'heure où certains complicités leurs morts en Asie, d'autres guettaient leurs proies.

Sncm

Le droit au travail pour tous et toutes

La Sncm (La Société Nationale Maritime Corse Méditerranée) a connu une importante lutte à l'automne. Jean-Paul Israël, secrétaire général du syndicat Cgt de l'entreprise revient sur les enjeux de cette lutte et sur ce qui le différencie des interventions du Stc.



Cet automne le Stc (Syndicat des travailleurs corses) a lancé une grève à la Sncm : pourquoi la Cgt ne s'est pas jointe au mouvement ?

Il y avait quelques revendications auxquelles on aurait pu adhérer mais elles masquaient (mal) des revendications nationalistes. Nous ne nous sommes pas laissés piéger par une intersyndicale. Suite à l'accord Stc/Sncm, on n'a pas fait acte d'opposition pour ne pas priver les salariés des acquis obtenus. Mais on a mené l'action pour renverser la vapeur, pour qu'il n'y ait pas d'embauche discriminatoire ou au copinage mais au contraire sur la base de l'ancienneté et de l'annuaire officiel des mouvements du personnel. Nous avons fait en sorte que la Drh en Corse n'ait pas les pleins pouvoirs.

Dans ce conflit et à l'occasion de l'accord Sncm/Stc il a été mis en avant les notions

de résidents corses et non corses : qu'en penses tu et qu'en est-il ?

En fait, le Stc avançait masqué et, sous prétexte qu'il fallait que l'activité profite à la région Corse, il a tenté d'obtenir un rééquilibrage des embauches sur la base de la « corsisation » des contrats. Ni la Cgt, ni la Sncm, ni ailleurs, on n'a jamais pris en compte ces considérations. Nous avons toujours revendiqué le droit au travail pour tous et toutes sans distinction de l'origine des demandeurs d'emploi. À la Sncm, de façon naturelle et géographique, la majorité des salariés est issue des départements des Bouches du Rhône et de Corse. Il y a aussi nombre de salariés originaires d'Afrique noire : nous devrions demander la limitation de leur nombre voire leur licenciement sous prétexte de rééquilibrage ? De même quand le Stc demande le transfert de la centrale d'achat

d'Aubagne en Corse ce n'est ni plus ni moins qu'une demande de délocalisation franco-française mettant en concurrence les salariés entre eux. Nous, nous sommes partis d'une réalité qui est celle d'une activité en dents de scie et nous avons regardé ce que nous pouvions gagner en droit. Ainsi on a fait requalifier 167 contrats de travail. Il en reste 700 pour lesquels nous n'y sommes pas encore arrivés.

On a une pratique d'octroi des Cdd par ancienneté, le Stc a voulu casser cela, nous on l'a officialisé ! On maîtrise puisqu'on siège dans les commissions d'avancement.

Si on avait écouté le Stc il y aurait 300 personnes sur le carreau

À ton avis pourquoi la direction a signé avec un syndicat minoritaire lors d'un conflit lui aussi très minoritaire ?

C'est une volonté politique. Elle ne considère pas le transport comme un outil de développement mais comme un moyen d'enrichir des compagnies privées qui vivent de l'assistanat. Sur cette question, il y a une vraie carence des politiques. On a lancé de la poudre aux yeux avec la création d'une zone franche qui coûte fort cher et a créé zéro emploi.

Soit on veut une compagnie régionale et on crée au maximum 450 emplois, soit on vise au développement de la compagnie nationale. Aujourd'hui, celle-ci emploie 2 400 sala-

riés dont 816 résident en Corse. La Sncm est financée par l'État et non pas par une région seule. Dans ce domaine la nation est garante d'équité et d'égalité de traitement de la part d'une entreprise de service public et ce dans la transparence d'utilisation des deniers publics.

À l'inverse, Corsica Ferries [entreprise privée ndlr] qui était déjà sur les rangs en 96



alors que la mise en œuvre de l'ouverture au privé date de 99, a des comptes opaques tout en bénéficiant de subventions.

Il y a de plus un illogisme à payer une compagnie concurrente qui veut la mort de la Sncm. C'est sur toutes ces questions que nous avons demandé la tenue d'une table ronde.

Quelle a été l'attitude du gouvernement ?

Si on s'en tient à son discours général en particulier sur le droit de grève et sur les grèves minoritaires, face à une grève démarrée sans préavis, elle est incompréhensible...

Tu parles de la nation mais l'Europe sociale alors ?

L'Europe sociale, je ne l'ai pas vue, je ne vois d'ailleurs pas ce que pourra changer...fondamentalement (!) la charte des droits fondamentaux. Comment vont-ils faire sur la continuité territoriale ? [ndlr : dispositif garantissant l'égalité des prix sur le territoire quelque soit le mode de transport utilisé. C'est ce qui permet aujourd'hui une égalité des prix entre Corse et continent du bateau par rapport au train]

En fait, il faut revenir sur la loi Joxe.

Au nom de cette loi on donne une enveloppe à la région Corse et la région Paca n'a pas de droit de regard.

Elle organise une décentralisation qui casse le service public des transports.

L'Union Européenne a permis une recapitalisation à des conditions qui tuent l'entreprise nationale et sont voulues par le grand patronat qui voit dans l'activité transports uniquement une source de profit.

Propos recueillis par Charles Hoareau

Pétrole

Les enjeux d'un pétrole cher

La situation du pétrole est spécifique. Son prix relatif serait aujourd'hui comparable aux niveaux élevés de 1974. On peut discuter ce résultat statistique mais force est de constater que la demande d'hydrocarbures reste historiquement forte. Les prix résistent à moyen terme aux tendances baissières.

On doit au journaliste communiste belge Michel Collon d'avoir proposé une grille de lecture des aventures militaires récentes de l'impérialisme basée sur la garantie d'un accès aux réserves en pétrole. À en croire les géologues, celles-ci seraient, pour une part croissante, situées au Moyen-Orient. Gardons en tête également que, malgré leur caractère rétrograde, les monarchies du golfe ne sont pas tout à fait soumises aux intérêts impérialistes. Des compagnies nationales, à l'image de l'Aramco saoudienne y conservent la maîtrise du sous-sol. Le conflit latent entre ces pays et l'impérialisme américain vient de donner lieu à un clash public : l'échec du sommet récent du Conseil de coopération du Golfe.

La répartition naturelle du pétrole n'est pas égalitaire. Sa hausse favorise quelques pays peu peuplés dont les États recyclent leurs excédents sur les marchés internationaux de capitaux. Ceci bénéficie finalement à la finance internationale. Par ailleurs, la population pauvre de quelques pays exportateurs peut s'y retrouver. Il faudrait pour cela que les gouvernements y mettent du leur. Ce n'est pas le cas par exemple au Gabon. La gendarmerie y a tué le 2 décembre deux manifestants. Voisins d'un champ de pétrole, ils réclamaient l'électrification de leur village. Mais même dans un contexte sociopolitique utopique ce « club » serait assez fermé : on y trouve une dizaine de pays dont les plus notables sont l'Indonésie, le Nigeria, le Venezuela. Quant à la Russie,

elle vient d'annoncer que ses excédents lui permettront de rembourser la plus grande partie de sa dette par anticipation ; Pour le reste de la terre, le pétrole cher est un problème, particulièrement dans les pays dominés

La tendance spontanée d'un capitalisme spendieux

On sait que le prix du baril en dollars a doublé depuis la mi-2003. L'étape actuelle du développement capitaliste semble caractérisée par un nouveau rapport aux richesses non renouvelables. Regardons y de plus près ! Il y a trente ans le Pcf avait justement pointé une crise générale du système capitaliste là où les « experts » ne parlaient que de crise du

pétrole. Depuis lors, il a été difficile de mettre en corrélation le cours du pétrole et la croissance de la production en France. Les récessions franches et incontestables de 1982 et 1993-94 se sont produites dans un contexte pétrolier radicalement différent pour l'un et l'autre cas. La hausse intervenue à partir de 1998 aurait mis trois ans à influencer la conjoncture française. L'effet inverse est en revanche probable : la croissance dans les pays riches provoque une hausse des cours. Il en est de même de l'industrialisation des pays pauvres. Ainsi, malgré tous les discours sur le « virtuel » et l'immatériel, la puissante croissance chinoise d'aujourd'hui est gourmande d'énergie, d'acier etc...

Le cours des matières premières et des demi-produits

baissait depuis vingt ans. Parfois même en monnaie courante. Il se relève aujourd'hui, mais pour combien de temps ? Dans ce paysage morose pour les producteurs, la situation du pétrole est spécifique. Son prix relatif serait aujourd'hui comparable aux niveaux élevés de 1974. On peut discuter ce résultat statistique mais force est de constater que la demande d'hydrocarbures reste historiquement forte. Les prix résistent à moyen terme aux tendances baissières.

Est-ce que le pétrole manque ? Certes, les perspectives catastrophistes ont été battues en brèche par les nouvelles découvertes. Le niveau des réserves disponibles, exprimé en années de consommation, reste à peu près constant. Ceci ne garantit toutefois rien pour l'avenir. Se loger, se déplacer et faire tourner les usines avec un pétrole rare et cher serait techniquement possible. Ce n'est pas la tendance spontanée d'un capitalisme spendieux. Cela obligerait notamment à réorienter la production vers des consommations collectives moins compatibles avec le profit. Gageons que le capital le fera payer cher aux travailleurs des pays développés, et pas seulement aux automobilistes !

Olivier Rubens

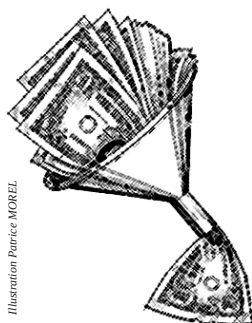


Illustration Parice MOREL

Dollar

La chute finale ?

superpuissance. Ils s'approprient gratuitement une part notable de la production des autres pays. Sans en avoir durablement les moyens économiques.

Tendance structurelle au déficit

Une première alerte avait déjà pesé à la fin des années 70. Les États-Unis s'étaient engagés dans une hausse démentielle des taux d'intérêts. C'était sous la présidence Reagan. Leur appareil productif ne s'en est jamais vraiment remis. D'où une tendance structurelle au déficit commercial chronique. Pour s'en tenir aux chiffres officiels qui sont sujet à caution, le déficit extérieur étatsunien dépassera en 2004 les 500 milliards de \$. C'est la production nationale d'un pays comme les Pays-Bas. Mais revenons à

l'époque de Reagan. Le dollar avait dépassé les dix francs et sa part dans les réserves des banques centrales avait cessé de baisser.

Aujourd'hui, Bush veut tenter le même coup mais avec des taux d'intérêts bas. Certes, le dollar conserve un certain nombre d'atouts. En premier lieu, il bénéficie de son ancienneté et de la force de l'habitude. Il faut des années pour changer d'unité de compte, notamment quant on est une banque ou une multinationale. La plus grande part des échanges internationaux se font au sein de ces dernières. Celles à base américaine ne sont plus hégémoniques. Leur poids est devenu comparable à celles originaires de pays de la zone Euro. Mais cette dernière monnaie est encore peu présente en Asie. L'euro reste une monnaie essentiellement « régionale » Le dollar, lui, est présent sur chacun des

trois espaces impérialistes : Europe, Amérique du Nord, Pacifique. Il bénéficie de la croissance actuelle de l'Extrême Orient tirée par l'exceptionnelle situation chinoise. En tant que monnaie de règlement, il n'a pas été chassé là-bas par le Yen. Ce sont jusqu'à présent les asiatiques qui achètent de la dette américaine. Mais ces « papiers » trouvent de plus en plus difficilement preneur³.

De leur côté les européens ne restent pas les deux pieds dans le même sabot et Romano Prodi aurait proposé à Poutine de facturer le pétrole russe en euros⁴. Le rapport de forces

actuel favorise la montée en puissance de cette monnaie. Ce n'est qu'une question de temps. Sauf si les États-Unis sortent des cartes politiques inédites. L'expérience récente a montré que l'équipe Bush était prête à toutes les aventures ! Il n'abandonneront pas leur prééminence monétaire sans réagir ! Bruxelles et Francfort nous font miroiter un partage « pacifique » de la puissance monétaire. Mais le capitalisme n'a jamais connu qu'une monnaie dominante : la livre puis le dollar. Le conflit inter-impérialiste risque de s'aggraver !

O.R.

1 - Voir à ce sujet notre article dans *Le Manifeste* n° 3

2 - Pour cette raison en particulier, les statistiques du commerce international sont discutables. Les Multinationales augmentent fictivement la valeur de leur production là où les impôts sur les bénéfices sont bas ;

3 - *La Tribune* du 16 Décembre montre que « les flux de capitaux vers les États-Unis » étaient en Octobre inférieurs aux besoins mensuels d'importation d'épargne.

4 - Voir le site www.templetonthorp.com/en/news444

EN BRÈVES

Droits de l'Homme et lutte anti-terroriste

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme, Sidiki Kaba, président de la Fidh, a fait le point sur la situation des droits humains dans le monde. Les impératifs de lutte contre le terrorisme ont conduit depuis 3 ans, partout dans le monde, à une dégradation des droits de l'Homme. Les puissances internationales ont décidé que sécurité et liberté étaient antinomiques. La situation s'est tellement dégradée qu'en Grande-Bretagne et en France notamment la lutte contre le terrorisme est un alibi pour restreindre les libertés. La torture est devenue banalisée : la justice britannique, par exemple, reconnaît l'utilisation d'aveux extorqués sous la torture. Même chose aux États-Unis qui envoient des prisonniers se faire torturer dans des pays peu regardants sur les droits humains. C'est le cas pour Guantanamo, base américaine hors-la-loi américaine, puisque « basée » sur un territoire étranger.

Bon appétit Chirac

À peine annoncée la confirmation d'un non-lieu, pour prescription, du couple Chirac dans l'affaire des « frais de bouche » à la Mairie de Paris entre 1987 et 1995, qui porte sur la bagatelle de 4000 francs de dépense quotidienne en moyenne, voilà que l'Assemblée vote les crédits de l'Élysée pour 2005 : 31,9 millions d'euros ! Soit 10 fois plus qu'en 1994 où ils s'élevaient à l'équivalent de 3,3 millions d'euros. Tout cela sans compter les 714 personnes au service du couple présidentiel rémunérés par différents ministères, ce qui porte le budget réel de l'Élysée à 77 millions d'euros.

Bouge qui bouge contre Mignon

Le procès intenté par l'association Bouge qui bouge de Dammarie contre le député-maire de Melun (77) Claude Mignon pour diffamation, qui devait avoir lieu ce mercredi 5 janvier, a été repoussé, suite à la demande de l'avocat de Mignon. L'audience se tiendra finalement le Mercredi 23 février à 14 heures au Tgi de Melun. N'hésitez pas venir pour soutenir la lutte !

Falsificateur

Jean-Maire Cavada relatant le congrès de l'Udf a déclaré que « ceux qui font la fine bouche devant la constitution européenne devraient avoir en mémoire les photos d'Auschwitz ». Les défenseurs du oui ont-ils si peu d'arguments qu'ils leur faille falsifier l'histoire en sous-entendant que les partisans du non seraient forcément des négationnistes et que l'Europe serait le seul garant contre un retour de la bête immonde ? C'est oublier un peu vite que c'est la bourgeoisie qui a porté Hitler au pouvoir (comme elle a constitué l'Europe telle qu'elle est) et que bon nombre de partisans du non tiennent d'organisations durement touchées en leur temps par la déportation et la répression nazis.

Sarkozy

Show le capital !

Depuis la réélection de Chirac, la droite mène une politique réactionnaire totalement décomplexée, une politique qui satisfait l'oligarchie capitaliste mais bafoue sans vergogne les intérêts populaires jusqu'à heurter les couches moyennes et le tissu économique des Pme. Sarkozy joue sa carte.



Pour s'atteler à la tâche de mener une politique réactionnaire décomplexée, la droite s'est dotée d'outils idéologiques dont l'apparente simplicité révèle en fait une sophistication de grande classe. N'oublions pas que François Mitterrand a su imposer la social démocratie à la France au terme d'un véritable travail d'orfèvrerie en la matière. Il faudrait être bien naïf ou complètement à cours d'imagination pour penser que la droite au service du Medef monte au front la fleur au fusil, l'abnégation au ventre, aussi certaine de courir à la défaite que la gauche à la victoire. Nicolas Sarkozy est un personnage original dans la vie politique française qui fait montre d'une belle hargne pour en découdre non seulement avec la gauche, mais

aussi avec la classe politique jusqu'à oser cartonner le premier personnage de l'État. Il dénote grâce à un ton plus direct que celui de ses camarades. Il semble gambader dans un monde engoncé. Il surf sur les idées. Quel esprit libre, n'est-ce pas ! Les médias en usent et en abusent.

Citoyens dindons de la farce

Dans certains sérails, on ne veut voir Sarkozy qu'en torpilleur de Chirac. En réalité, l'homme ratisse sur des terres que la politique gouvernementale rend d'accès délicat. Chirac est-il trop pro arabe ? Sarkozy va flatter Israël. Chirac se prononce-t-il pour l'entrée de la Turquie dans l'Europe ? Sarkozy caresse dans le sens du poil une opi-

nion publique qui ne le veut pas. La politique de Raffarin accable-t-elle la vie quotidienne des Français ? Sarkozy s'en préoccupe doctement. Qu'il propose de faire pire, comme si le mal ajouté au mal pouvait engendrer le bien, ne doit pas occulter le fait que pour les Français, il s'est montré attentif à leurs soucis. La « carte personnelle » de Sarkozy s'inscrit dans le mécanisme bien huilé du dispositif d'artillerie de la droite. L'ambition présidentielle du leader de l'Ump tout comme sa rivalité avec l'actuel chef de l'État sont bien réelles. Mais politiquement l'opposition Chirac Sarkozy sert la droite dans son ensemble. Elle déplace le duel fondateur du système présidentiel dans son propre giron. Ainsi se retrouve-t-on comme à la parade avec des citoyens dindons de

la farce. Les deux hommes sont d'accord sur l'essentiel et prononcent le même credo : Vive le capital ! Sarkozy a évoqué cette complicité de manière feutrée et subtile dans son interview au *Figaro*, le 17 mai dernier. Parlant de Chirac, il dit : « Nous nous voyons souvent et je ne crois pas que mon attitude lui soit totalement étrangère. Dans mon rapport à la politique et dans mon volontarisme, je ne suis pas le plus éloigné de lui et il n'est pas le plus mal placé pour me comprendre. »

L'échappée solitaire de Sarkozy

Une telle manigance n'est possible qu'en l'absence d'une perspective réelle de changement de société. La responsabilité des dirigeants socialistes, de ce point de vue, est lourde. En s'accrochant à un scénario simpliste : à politique anti populaire, mécontentement populaire et donc victoire de la gauche, ils laissent le champ libre au capitalisme. Il ne suffit pas de s'époumoner contre la droite pour créer les conditions d'une véritable alternance. Spé

Constitution européenne

Le Ccn de la Cgt et la constitution

Lors de sa réunion des 2 et 3 février, le Comité confédéral de la Cgt devrait déterminer la position officielle de la centrale quant au projet de constitution européenne. Cet organisme statutaire – souverain entre deux congrès – comprend les représentants des fédérations et des unions départementales.

Après diverses moutures, le texte proposé par la commission exécutive du 20 janvier se prononce, au delà de l'information et du débat, pour laisser chacun « libre, en tant que citoyen, de son opinion définitive et de son suffrage ». Si une telle formulation devait être retenue par le Ccn, elle constituerait une véritable révolution (certains diraient « contre-révolution ») pour une confédération dont l'histoire, depuis plus d'un siècle, a toujours lié les luttes pour le progrès social et pour l'indépendance nationale, faisant de ce lien un élément distinctif de sa culture syndicale. Sans remonter à la période de l'occupation nazie, pendant laquelle d'innombrables militants syndicaux ont apporté une contribution décisive à la structuration de la Résistance – des dizaines de milliers d'entre eux l'ont payé de leur vie – la Cgt, dans des circonstances assez analogues à celles d'aujourd'hui, prenait position en 1992 contre le Traité de Maastricht, et s'engageait résolument pour le non. Elle précisait alors qu'elle entendait le faire « en tant qu'organisation syndicale fermement attachée à la défense des intérêts des salariés ». Développant une argumentation détaillée, elle notait en particulier que « les importants transferts de compétences prévus par le traité de Maastricht renforçant les pouvoirs exercés au niveau européen au détriment des souverainetés nationales feraient obstacle à l'aspiration des salariés à la démocratie, à l'exigence d'intervenir dans les choix qui les concernent ».

Des arguments qui laissent pantois

Dès lors, une question de bon sens se pose : qu'est-ce qui aurait donc changé, au point que soit envisagé de désavouer ainsi les analyses faites à l'époque ? Les dangers alors annoncés étaient-ils exagérés ? La réalité a malheureusement confirmé, et a même souvent dépassé les menaces annoncées. Le texte du projet constitutionnel s'inspirerait-il d'une autre logique que celle de ses prédécesseurs ? Sa



simple lecture montre au contraire qu'il la renforce.

Dès lors, des responsables confédéraux avancent, faute de mieux, trois arguments. Ceux-ci laissent proprement pantois.

Tout d'abord, on ne connaîtrait pas encore le texte de la question soumise à référendum. Les auteurs de cette affirmation sont bien les seuls à être dans l'ignorance. Sans préjuger de la place des virgules, il sera demandé « d'approuver, ou non, le projet de loi tendant à ratifier le traité signé le 29 octobre instituant une constitution pour l'Europe ».

Le texte du dit traité est public depuis des mois. Ensuite, la direction de la centrale « n'a pas envie de se faire manipuler par un camp ou un autre ». À suivre un tel raisonnement, on se demande sur quelle grande question nationale la Cgt pourrait encore prendre position, si ce n'est sur des revendications très précises – et encore. Il sera difficile en effet de trouver des enjeux sur lesquels tel camp ne s'opposerait pas à tel autre. La direction de la Cgt se sentirait-elle si fragile qu'une prise de position claire signifierait qu'elle s'est fait manipuler ?

Enfin, les tenants du « ni oui, ni non » font valoir que « 60% des salariés n'ont pas encore décidé », parmi lesquels, probablement des adhérents de la Cgt. Faut-il attendre que le dernier travailleur ait tranché son choix pour, courageusement, prendre position ? Un tel raisonnement ferait désormais dépendre les orientations syndicales des sondages d'opinion. Est-ce là la forme suprême de l'indépendance syndicale, si jalousement préservée des influences « d'un camp ou d'un autre » ?

La position proposée par la

Commission exécutive du syndicat est-elle l'aboutissement du débat interne lancé en 2004 ?

Pas une seule prise de position pour le oui

Non, et personne, d'ailleurs, ne le prétend. Des centaines d'appels, de résolutions, de motions ont été votés par de très nombreuses organisations, à tous les niveaux. Des fédérations (de l'agro-alimentaire, il y a plusieurs mois, aux cheminots, le 25 janvier dernier) ; des unions départementales (parmi lesquelles les deux plus importantes, Paris et les Bouches du Rhône) ; des union locales, union syndicales professionnelles, syndicats de base et sections syndicales : il ne se passe quasiment pas de journée sans que le non ne reçoive de nou-

veaux soutiens. La direction ne le nie d'ailleurs pas, et s'avère bien incapable de citer une seule prise de position pour le oui. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir tenté d'obtenir un tel vote dans quelques Unions départementales (ce qui aurait permis de justifier une position « équilibrée »). Sans succès. La Cgt est-elle en passe de ressembler aux centrales syndicales norvégienne ou suédoise, au sein desquelles la base rejette quasi-unanimement l'intégration européenne, tandis que la direction nationale plaide imperturbablement en sa faveur ?

Cité par *Le Monde*, Joël Decaillon, ancien responsable confédéral des questions européennes, voit dans le projet de constitution « un socle pour les luttes à venir ». Une affirmation pour le moins audacieuse, qui s'explique sans doute par son récent statut de dirigeant au plus haut niveau de la Ccs. Et qui s'éclaire peut-être par la confiance qu'il livre au quotidien du soir : si le non l'emportait au Comité confédéral national, « cela donnerait l'image d'un syndicat qui a du mal à s'affranchir de ses références culturelles ».

Tout est dit.

Tout, ou presque. Après tout, le dernier mot appartiendra au Ccn.

Pierre Lévy

Abd-El Jabbar Al Kubaysi toujours disparu dans les cachots de Negroponte

Abdul Jabbar Al-Kubaysi, président de l'Alliance patriotique irakienne (Api) que nous avons déjà rencontré pour *Le Manifeste*, a été arrêté à Bagdad le 3 septembre 2004 par les forces d'occupation Us

Bruxelles à la conquête de l'Est

Cap sur Ankara

On nous rebat les oreilles avec l'entrée de la Turquie dans la « grande Europe » sans que jamais l'avis du peuple turc ne soit sollicité. Peut-on souhaiter, à ce peuple comme à d'autres, plus de privatisations, de déréglementation et libéralisations ?

Le Conseil européen, réuni les 16 et 17 décembre à Bruxelles, avait notamment à son ordre du jour la poursuite de « l'élargissement » de l'Union européenne (Bulgarie, Roumanie, Croatie...). Concernant la Turquie, les Vingt-cinq ont suivi unanimement la recommandation de la Commission européenne, rendue publique le 6 octobre dernier. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait beau jeu de rappeler que l'Ue s'était formellement engagée dès lors que les conditions qu'elle posait – notamment en matière de « droits de l'homme, d'État de droit et de démocratie » – étaient satisfaites par Ankara ; or Bruxelles estime que tel est désormais le cas. C'est donc un feu vert qui a été donné pour l'ouverture des « négociations », à la grande joie de Washington, le plus ancien et le plus ferme promoteur du projet.

Un feu vert assorti, cependant, de multiples précautions. Tout d'abord, il est spécifié que l'issue positive n'est pas écrite d'avance. Ensuite, l'adhésion proprement dite ne pourra pas intervenir avant 2013. Par ailleurs, les négociations pourront être suspendues en cas de « dérapage » du processus de « démocratisation » en cours.

« Tant d'envieux » !

Enfin, l'adhésion proprement dite devrait être accompagnée de périodes de transition et de clauses de dérogation.

Soucieux de ne pas « plomber » encore un peu plus les



chances du oui au référendum français portant sur le traité constitutionnel, M. Chirac a obtenu que la date d'ouverture officielle des pourparlers soit fixée au 3 octobre 2005. Ce délai d'attente n'a aucune justification, sinon les préoccupations électorales du président de la République, qui, pour faire bonne mesure, a promis que les Français seront consultés sur l'adhésion de la Turquie « dans 10 ou 15 ans ». Un détail n'a en revanche, jamais été évoqué : l'opinion des Turcs eux-mêmes. Amusant paradoxe : les Français se voient promettre un référendum ; mais les autorités d'Ankara, quant à elles, n'envisagent nullement de poser la question aux premiers concernés... Ceux-ci sont naturellement réputés prêts à tous les sacrifices pour l'amour de Bruxelles...

Si les européistes français s'opposent sur la réponse, tous se rejoignent sur les termes implicites de la question : la Turquie est-elle digne d'être accueillie au sein du paradis européen ? Pour eux, les peuples meurent d'envie de rejoindre la zone « de prospé-

rité, de stabilité et de démocratie » que constitue l'Union européenne. Que ce soit du côté des p o u r (Jacques Chirac, Daniel Cohn-Bendit...) ou des contre (Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou...), le message est dès lors le suivant : il faudrait que les citoyens français, notamment, soient bien inconscients pour rejeter une Union européenne qui fait tant d'envieux à l'extérieur...

« Concurrence libre et non faussée » au programme

Dans ce concert, la Nouvelle Vie Ouvrière semble vouloir jouer sa partition. L'hebdo de la Cgt conclut son article du 17/12/04 par cette question : « plutôt que de fermer la porte au désir d'Europe (sic !) de la Turquie, l'Europe saurait-elle renforcer son crédit d'Union polychrome (re-sic), pour mieux défendre dans le monde le respect du droit et une vision multilatérale ? ». Le journal accorde d'ailleurs un satisfecit aux autorités du pays : ce dernier a « assaini son système bancaire et mis en place une banque centrale indépendante et de réelles politiques fiscales (...) l'adhé-

sion devrait permettre l'intégration aux normes sociales européennes ». Dans le même numéro, Joël Decaillon, secrétaire (Cgt) de la Ces balaye d'un revers de main le risque d'immigration et de délocalisations : « celles-ci ont déjà eu lieu ». En revanche, la NVO ne fait nulle allusion au contenu des « négociations » qui vont s'engager. En fait de « négociations », il faudrait plutôt évoquer une feuille de route transmise aux dirigeants du pays, qui devront planifier et accélérer privatisations, déréglementations et libéralisations, alignement législatifs et adaptations au modèle d'une « concurrence libre et non faussée ».

Un autre point du sommet européen est passé dans une grande discrétion : les « perspectives financières » de l'Ue pour la période 2007-2013. Autrement dit, le futur budget communautaire. Du fait de l'arrivée de dix nouveaux pays au 1^{er} mai dernier, les tensions et contradictions sont en passe de s'aviver. Les régions défavorisées qui bénéficiaient d'aides vont voir celles-ci se tarir, au motif que des bien plus défavorisées font leur entrée ; la politique agricole commune – ce qu'il en reste – est dans le collimateur ; et les pays qui, tels la France, versent bien plus qu'ils ne touchent de l'Ue vont voir se profiler des factures de plus en plus salées. Bref, pour financer des infrastructures et des « réformes structurelles » permettant au grands groupes de l'Ouest de mener à bien leur conquête économique de l'Est, les Français, notamment, devraient payer toujours

plus. Au nom de la « solidarité », bien entendu. Pour l'exercice suivant, l'entrée de la Turquie pourrait coûter, à elle seule, 28 milliards d'euros, soit... 60 euros par an et par habitant de l'Europe des Vingt-cinq. Des fonds qui ne seront pas perdus pour tout le monde. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que la place financière d'Istanbul affiche une santé qui décoiffe depuis que la Commission européenne a recommandé l'adhésion ; elle a en outre fait un bond spectaculaire dès la confirmation décidée par le Conseil européen. Un indice qui désigne sans risque d'erreur les futurs bénéficiaires de l'opération.

Pierre Lévy

Succès de la manif pour le non à la constitution

La manifestation contre la constitution européenne organisée le 22 janvier à Paris à l'appel du Comité national pour le non a rassemblé environ 15

Tchéchénie

Dix années de guerre

La guerre dure en Tchétchénie depuis maintenant 10 ans. En Occident, elle est souvent considérée comme une guerre ethnique qui opposerait deux peuples, les Russes et les Tchétchènes. Le président Poutine n'y voit qu'une lutte contre le terrorisme mondial. Ces thèses simplistes et réductrices du conflit de civilisations entre un Occident chrétien et un Orient musulman ne tiennent pas compte de la réalité du terrain, des enjeux ni des conséquences catastrophiques de la durée du conflit pour des centaines de milliers de civils, victimes principalement tchéchènes, mais aussi russes et d'autres nationalités. Pierre Thorez, professeur à l'université du Havre nous éclaire sur la situation.



Photo PT



Document DR

Les Tchétchènes appartiennent à la famille des peuples montagnards du Caucase. La société traditionnelle était organisée en clans, les *teips*. Agriculteurs et pasteurs transhumants, les montagnards étaient aussi réputés pour leur artisanat. Les montagnards émigrés dans les plaines ont conservé leur appartenance clanique, la tradition de l'entraide, la solidarité face aux agresseurs et la défense collective de l'honneur. Les Tchétchènes ont été progressivement convertis à l'Islam entre les 13^e et 18^e siècles.

La colonisation russe dans le Caucase, commencée au 16^e siècle, a repoussé les Caucasiens dans les montagnes et déstabilisé leur système traditionnel. Les Tchétchènes ont mené une longue guerre achevée en 1857 par la défaite de Chamil. Pendant la révolution et la guerre civile, les Tchétchènes se sont tournés plutôt du côté des Bolcheviques qui les libéraient de l'oppression coloniale. Les relations se sont détériorées dès 1920, lorsque les

révolutionnaires se sont attaqués aux traditions et à la religion, puis avec le système répressif stalinien.

900 000 Tchétchènes en Russie

En février 1944, en 24 heures, 500 000 Tchétchènes étaient déportés au Kazakhstan. Le peuple Tchétchène était rayé des nationalités. Le motif invoqué – quelques collaborateurs avec les nazis – ignorait l'héroïsme de nombreux combattants tchéchènes de l'armée soviétique. En fait, il s'agissait de faire disparaître, et parmi d'autres « peuples punis », la nationalité la plus nombreuse et une des moins dociles du Caucase. Réhabilités en 1957, les Tchétchènes ont pu rentrer chez eux et retrouver une république autonome des Tchétchènes et des Ingouches, peuple très proche. Cependant des territoires attribués aux républiques voisines en 1944 y ont été maintenus, avec leurs nouveaux habitants. En 1989, le recensement

soviétique dénombra 900 000 Tchétchènes en Russie dont 735 000 en Tchétchéno-Ingouchie et 75 000 dans les autres territoires du Caucase. La *Perestroïka* et la *Glasnost* allaient réveiller les tensions. Tous les courants antisoviétiques internes et externes, quelle que soit leur orientation, ont soutenu tout ce qui pouvait déstabiliser le système. De vives tensions ont surgi dans les territoires que les Tchétchènes n'avaient pas récupérés. Devenu président de la Fédération de Russie, Eltsine a encouragé les territoires nationaux à réclamer leur souveraineté pour mettre Gorbatchev en difficulté et hâter la fin de l'URSS. Dans ce contexte, le Congrès du peuple tchéchène annonçait en novembre 1990 la formation d'un État Tchétchène. Un an après, le général Doudaïev, élu président, proclamait la république souveraine d'Ichkérie.

L'antagonisme entre le pouvoir local et Moscou était brouillé par les débordements des radicaux, mouvements militaires et religieux d'un côté, armée et forces spéciales de l'autre. À l'exception du général Lebed, chargé du dossier, les forces en présence rendaient toute négociation fragile. Malgré le cessez-le-feu et l'accord conclu en 1996, la situation est demeurée bloquée. L'échec de l'armée russe n'était pas accepté par les militaires. Les radicaux tchéchènes refusaient toute négociation. Dans ces conditions, des attentats justifiaient

l'ajournement des négociations et la reprise du conflit.

Seule une solution négociée

En fait les enjeux sont divers et la situation complexe. Considérer qu'il s'agit d'une guerre ethnique est réducteur même si les atrocités commises de part et d'autre sont exploitées pour dresser les peuples l'un contre l'autre. Les enjeux économiques ne sont pas essentiels malgré le rôle que tenait Grozny dans l'industrie pétrolière soviétique. Plus important est le profit que tirent des oligarques et des mafias de la situation conflictuelle favorable à toutes sortes de trafics, dont celui des armes.

Les enjeux politiques semblent autrement plus décisifs. Côté russe, Eltsine a voulu

prouver son autorité. Puis Poutine a instrumentalisé le conflit pour justifier les mesures autoritaires prises au nom de la lutte contre le terrorisme. Le référendum organisé en 2004 est contesté par les opposants. On peut les séparer en deux tendances. Les radicaux tchéchènes, soutenus par des combattants et des financements venus du monde arabe, notam-

ment d'Arabie Saoudite, dont l'objectif est la conquête de l'indépendance et l'instauration d'un État religieux. Les « modérés », dont le président Maskhadov et les autorités élues avant la reprise de la guerre, qui veulent négocier avec Moscou. Les mouvements islamistes s'efforcent de placer les combats sous le signe de la guerre contre l'Occident, et les occidentaux ne voient pas d'un mauvais œil l'enlèvement de la Russie. Pour les uns comme pour les autres, les Tchétchènes ne comptent guère. Chaque jour ils subissent la guerre, les enlèvements, les meurtres, la faim, les viols. Certains ont fui et vivent dans des camps de réfugiés. Tous aspirent à la paix et à la sécurité.

Alors que l'hostilité envers les Tchétchènes et plus généralement les Caucasiens grandit en Russie, il est grand temps



Photo DR

que ceux qui détiennent le pouvoir comprennent le recours à la force est sans issue et que seule une solution négociée, ici comme ailleurs, pourra rétablir la paix.

Pierre Thorez

Usa : l'occasion de se taire

Lors des fêtes de fin d'année, le Bureau des intérêts américains à Cuba emmené par James Cason n'a rien trouvé de mieux que de transformer le bâtiment en crèche de Noël. Tout y était : guirlandes, sapins, bonhomme de neige et Père Noël sur son traîneau. Il a eu également la bonne idée de déployer un « 75 » lumineux en référence aux « dissidents » emprisonnés depuis 2003. Le ministère des Affaires étrangères cubain a convoqué James Cason, le 13 décembre, afin de lui demander d'ôter cette provocation. Face au refus du « diplomate », les autorités cubaines ont décidé de riposter. Trois jours plus tard, on pouvait voir autour du bâtiment des panneaux visant à redonner la mémoire à l'Oncle Sam. On y voyait les photos des résistants irakiens torturés dans la prison d'Abou Ghraïb, ainsi que des caricatures de Bush, des croix gammées, des inscriptions « Fascism made in Usa » ou encore « Merry Christmas » sous la photo d'un marin pointant son revolver sur la tête d'un enfant irakien. Une nouvelle occasion de se taire pour les Américains...

Ukraine

La farce électorale

L'Ukraine est fatiguée d'une « transition » vers le capitalisme oligarchique et /ou néo-libéral qui dure depuis 15 ans, sans aucun résultat social et économique positif pour la masse de la population. Certains sont fatigués d'une indépendance qui n'est à leurs yeux qu'une provincialisation, d'autres sont fatigués du tête-à-tête obligé avec Moscou, à cause des besoins en hydrocarbures, des liens historiques, du désintérêt des puissances occidentales pour un pays qui a « *traîné à ouvrir son marché* ».



Photo DR

Si l'on se réfère à la « légende orange », le mouvement en faveur de Iouchtchenko serait une réaction spontanée contre un pouvoir autoritaire lié à la Russie de Poutine. Que le pouvoir en place à Kiev ait été autoritaire, personne n'en doute. Mais personne ne s'était intéressé aux méthodes autoritaires du président Kouchma tant que celui-ci se rapprochait des États-Unis, allant jusqu'à envoyer des soldats ukrainiens en Irak. Personne n'a semblé intéressé non plus à enquêter sur les fondateurs du « mouvement démocratique » ukrainien. Peu nombreux aussi sont ceux qui ont analysé le programme des groupes liés à Iouchtchenko. Sans cela, on ne peut comprendre pourquoi une partie importante de la classe ouvrière ukrainienne a voté pour Ianoukovitch, ni pourquoi le Parti communiste ukrainien a refusé d'appeler à voter au second tour pour le candidat « russophile » corrompu et organisateur des fraudes électorales contre son propre candidat. Mais le parti communiste ukrainien, le plus grand parti du pays, a aussi refusé d'appeler à voter pour Iouchtchenko, le « démocrate élitiste ».

Dans l'intérêt de qui travaille Iouchtchenko and co. ?

À lire le programme des « orangistes » regroupés autour de l'ancien banquier et 1^{er} ministre Iouchtchenko et de l'oligarque Timochenko, on

s'étonne que le Parti socialiste ukrainien, d'extraction communiste, puisse soutenir une telle « révolution ». On re-trouve dans leur entourage des

locaux, des néo-libéraux liés aux États-Unis ou aux oligarques russes écartés par Poutine et des organisations nationalistes d'extrême droite. Tout cela a été mis en place avec l'appui des organes officiels du gouvernement des États-Unis qui est ainsi parvenus à « prendre en main » une partie du mécontentement d'une population fatiguée. Kouchma a sans doute cru de son côté que le fait d'envoyer « ses » soldats en Irak lui suffirait pour continuer de bénéficier des faveurs de la Maison Blanche. C'était oublier que les Usa n'ont pas d'amis, mais seulement des intérêts, et que Wall street, le vrai tuteur de la Maison blanche, n'est satisfait d'un gouvernement que lorsque celui-ci a accepté de démanteler complètement la puissance publique. Le but de Washington est aussi d'empêcher l'intégration économique de l'Eurasie (Europe occidentale-Russie-Chine-Japon), d'empêcher la réémergence du rival russe sur la scène internationale, de contrôler l'acheminement des ressources pétrolières centre-asiatiques en contournant la Russie et de permettre le rachat des fleurons économiques ukrainiens hérités de la puissance soviétique (secteurs spatial, aéronautique, militaire notamment). La vieille contradiction inter-impérialiste existant entre un capitalisme américain triomphant mais épuisé et un capitalisme oligarchique russe précaire mais énergique (pour ne pas dire énergétique !) a fait le reste.

Le conflit entre les « orangistes » et les « bleus » de Ianoukovitch doit aussi être

analysé comme un conflit inter-russe exporté, celui qui oppose Poutine et des oligarques « disciplinés » à d'autres oligarques qui rêvent du temps où ils n'avaient de compte à rendre à personne. Tout cela a à voir avec la démocratie !

Les élections de tous les trucs

Que les partisans de Ianoukovitch aient cherché, et sans doute réussi, à maquiller les résultats électoraux,

faveur de Ianoukovitch dans les régions dominées par ses partisans doivent être mis en parallèle avec les scores dépassant 90 % des voix dans les régions occidentales de l'Ukraine où les nationalistes contrôlent les administrations locales. L'Osce a dénoncé l'inégalité d'accès aux médias publics, mais elle a en revanche été plus « prudente » que les Ong étasuniennes sur les violations du processus électoral lui-même.

Se concentrer sur la démocratie pour la seule Ukraine ou pour tout État dont les diri-

« conflits de civilisations » sont parvenus au pouvoir à Washington et à Tel-Aviv où le nombre des Irakiens, des Palestiniens, des Colombiens, des Afghans, etc. tués, arrêtés, torturés sous l'égide des États-Unis et de leurs protectorats se comptent en centaines de milliers, l'Ukraine permet de poser la question : démocratie pour tous ou seulement pour quelques-uns ? Démocratie censitaire planétaire ou démocratie sociale planétaire ? Souveraineté populaire ou souveraineté des appareils impérialistes ? Car ce n'est pas seulement dans les États de la Cei que les « observateurs internationaux » manifestent des tendances « sélectives ». Dans la province du Kosovo, en Égypte, en Tunisie, en Irak (janvier 2005) on assiste encore et encore à des farces électorales dans le silence assour-



Photo DR

comme l'avaient fait tous ses prédécesseurs, semble probable. Il s'agissait d'abord de marginaliser le Parti communiste pour ensuite s'appuyer au second tour sur son électorat pour abattre Iouchtchenko. Des fraudes semblent avoir eu lieu des deux côtés, les scores dépassant 90% de voix en

geants ne plaisent pas, ou plus, à Washington et à leurs agents d'influence dans les capitales ouest-européennes (la fameuse « communauté internationale » qui ne regroupe tout au plus que 15 % de l'humanité) serait accepter de cautionner la stratégie des Usa. À l'heure où les partisans d'extrême droite des

dissans des démocrates, tout au moins des « démocrates » qui ont les moyens financiers de se faire entendre.

Bruno Drweski

Mexique

Le Mexique au-dessus d'un volcan

Francis Combes revient d'un voyage au Mexique où il était l'invité de l'université de Mexico pour donner des conférences sur le poète allemand Heine. Ses impressions de visite...

Au centre de Mexico, le Zocalo est l'une des plus grandes places du monde. On y rencontre des touristes, des mendiants, des hommes assis devant les grilles de la cathédrale, leur profession marquée sur un bout de carton : plombier, électricien, maçon, dans l'attente d'une embauche, de vieilles femmes indiennes un enfant dans les bras, des infirmes en chaise roulante qui viennent prier, des échoppes en plein air où on trouve des CD, des T-shirts du Che, de Zapata ou du sous commandant Marcos, des galettes de maïs, noires, jaunes ou orangées, des boissons glacées, des jus d'orange et des amoncellements de citrons verts... Des enfants et des adultes font voler des cerfs-volants, des Aztèques emplumés, en costumes de pacotille dorée, dansent avec des clochettes attachées à leurs chevilles ; un peu plus loin, une sorte de grand prêtre, en habit antique lève un ostensorio d'où s'échappe de la fumée et bénit ou exorcise des gens qui font la queue devant lui.

Le Zocalo est aussi le lieu de toutes les revendications. On y vient de différents États du Mexique pour se faire entendre. Quand j'y étais, un grand stand abritait une délégation de la coordination des Indiens de l'État de Veracruz qui avait entrepris une grève de la faim. Ils réclamaient des conditions de vie décentes, des écoles laïques, un meilleur système de santé et une aide pour les paysans qui sont d'après eux la catégorie de la population qui souffre le plus de la crise économique...

Lutte pour la survie

Le Mexique est un pays où les contrastes sociaux vous sautent à la figure. Dans la banlieue de Mexico s'étendent des quartiers populaires aux maisons basses,



Photo : Francis Combes

faites de parpaings et de tôle, et aux ruelles défoncées que l'on nomme ici des « colonies ». Plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. De nombreux Mexicains en sont réduits à une lutte quotidienne pour la survie et tentent de se débrouiller grâce à de petits boulots. Dans les autobus ou le métro, par exemple, passent en permanence des hommes et des femmes qui proposent des calendriers, des journaux, des livres de cuisine... À l'opposé, la richesse de la minorité est ostentatoire. Autour du Zocalo se pressent les unes contre les autres des dizaines de bijouteries chargées d'objets en or massif. Le Mexique danse « au-dessus d'un volcan », comme disait Heine à propos de l'Allemagne de son temps.

La Révolution a laissé des traces dans le pays. Le fait que les manifestants puissent installer leurs tentes pendant des semaines devant le Palais national sans se faire déloger en est un signe. Il n'est pas sûr que cela soit possible devant l'Élysée ou même sur la Place de la Concorde.

Le Palais national est aussi

ouvert au public. Le président y vient une ou deux fois par semaine, mais le reste du temps, les visiteurs peuvent y pénétrer pour voir le musée consacré à Benito Juárez, le premier président métis, ou les fresques de Diego Rivera, grand imagier populaire qui raconte l'épopée nationale, depuis les civilisations précolombiennes jusqu'à la révolution. Dans cette œuvre magistrale, (dont le style évoque les ex-votos populaires dont Rivera faisait collection) le capital et l'église en prennent pour leur grade, même le président qui a commandé les fresques n'est pas épargné. Il est représenté à Wall Street, en train de magouiller avec des hommes d'affaires... De plus, il s'est ingénié à coller un peu partout des marteaux et des faucilles ; ce qui est quand même inhabituel dans le palais présidentiel d'un pays capitaliste.

Aujourd'hui, si la lutte des classes continue sur le terrain social et économique, à la différence d'autres pays d'Amérique latine, la perspective politique semble plus confuse, du moins pour le moment.

Sport national : la corruption
Sur les grilles de la cathédrale est accrochée une affiche qui représente Rosario, la femme maire de Mexico, nue et dans une posture plutôt scatologique. Cette ancienne militante maoïste qui a « réussi », a été élue comme candidate du PRD, le parti de gauche, d'orientation cardenaliste, et est aujourd'hui accusée de corruption. Une vidéo est passée à la télévision dans laquelle on voit un de ses collaborateurs ouvrir une valise pleine de billets. De son côté, elle riposte en disant qu'elle a d'autres enregistrements... Toute la presse se passionne pour cette affaire dont il n'est pas sûr qu'elle passionne autant les gens du peuple. Peut-être y voient-ils la preuve que « tous les partis sont pourris ». D'autant que la droite ultra-libérale de Vicente Fox, qui était parvenue au pouvoir en menant une campagne « mains propres », et en annonçant qu'elle allait en finir avec la corruption endémique dans le pays, est aussi éclaboussée par l'affaire. Il semble que la corruption relève du sport national. Ce phénomène, dû à la pauvreté qui règne dans le pays, est aggravé par la confusion entre le parti, l'État et l'économie qui s'est instituée pendant le long règne du Parti révolutionnaire institutionnel. Cette corruption généralisée permettait d'introduire un peu de souplesse dans le système, par la redistribution des « miettes ». La concurrence accrue dans le cadre de la globalisation capitaliste, ne laisse guère de place pour ce genre de redistribution. C'est donc moins un mouvement d'opinion que le mouvement du capital lui-même qui conduit à la mettre en cause. Ce scandale crée une situation malsaine. Les grands partis sont discrédités... Quant à la gauche politique, elle paraît s'être pratiquement effacée. On ne voit quasiment aucune affiche ni aucune inscription manifestant son existence autonome. Le Parti communiste mexicain, le Pcm, ainsi que la plupart des militants trotskistes du Prt, se sont fondus dans le Prd, lui-même en crise. Quant au mouvement zapatiste du sous-commandant Marcos, malgré un réseau de sympathie national dont j'ai pu voir des signes, notamment à l'Université, il reste un mouvement régional de défense des Indiens qui ne prétend pas à la prise du pouvoir. Mais le peuple de ce pays étonnant peut certainement nous réserver des surprises...

Francis Combes

À CÔTÉ

La Serbie contre l'Otan

La République fédérale de Yougoslavie (devenue Serbie-et-Monténégro le 4 février 2003) avait saisi la Cour internationale de Justice le 29 avril 1999 au sujet des bombardements de son territoire, de la violation des États membres de l'Otan de leurs obligations internationales en employant la force et en s'immisçant dans ses affaires intérieures. La Yougoslavie invoquait le Statut de la Cour et la convention de l'Onu sur le génocide pour justifier son droit à saisir la Cour. La Cour internationale de Justice a estimé qu'elle n'était pas compétente, la Serbie-et-Monténégro, en tant qu'État succédant à l'ex-République fédérale de Yougoslavie, n'ayant le statut de membre de l'Organisation des nations-unies que depuis le 1^{er} novembre 2000. En conséquence, elle n'était pas membre de l'Onu à la date des faits reprochés à l'Otan, ni au moment où elle a déposé cette requête...

Le martyr de Fallujah

Les habitants de Fallujah ont dénoncé l'utilisation de gaz toxiques et d'autres armes non conventionnelles lors de l'attaque de la ville. « Ils ont utilisé ces bombes étranges dont il sort de la fumée sous forme de champignon. Tombent ensuite de petites pièces avec de longues traînées de fumées derrière elles » raconte un réfugié. Un autre dit que ces pièces explosent et brûlent la peau, qu'elles continuent à brûler même si la partie du corps touchée est plongée dans l'eau : les armes qui contiennent du phosphore et du napalm produisent cet effet !

Élections en Irak

Il y aurait 237 partis politiques et 11 000 candidats en course pour les élections irakiennes qui auront pour objet d'élire l'Assemblée nationale de transition, les conseils de gouvernement et l'Assemblée nationale du Kurdistan. À l'issue des élections, l'Assemblée nationale devra élaborer le projet de Constitution permanente afin qu'elle soit soumise à un référendum général qui devrait avoir lieu le 15 octobre 2005. On n'a pas fini de parler des élections en Irak.

Le Nicaragua dit non

Les deux partis d'opposition au président nicaraguayen, qui disposent ensemble de la majorité absolue à l'Assemblée et au Sénat, ont voté une loi qui empêche le président d'autoriser la destruction des missiles de fabrication soviétique qui constituent le patrimoine de l'État ou de la défense nationale. Les missiles avaient été achetés par l'armée lorsque les sandinistes étaient au pouvoir pour combattre les groupes contre-révolutionnaires financés par Washington.

Court et percutant

« À ceux qui me reprochent de salir l'image d'Israël, je réponds qu'il ne faut pas envoyer de chars à Gaza. Cela règlera le problème de l'image ». Amos Gitai, réalisateur israélien.

C'EST À CÔTÉ

Palestine

Malgré l'optimisme béat des médias et des politiciens depuis la mort de Yasser Arafat, il n'y aura pas d'indépendance palestinienne, pas de paix et pas de justice dans un avenir proche, parce qu'Israël n'en veut pas, écrit en substance Kathleen Christison, ancienne analyste politique à la Cia et aujourd'hui journaliste depuis sa démission de l'Agence. Elle ajoute qu'en dépit de l'optimisme affiché, la source de toutes les violences n'est pas le « terrorisme » palestinien, mais l'occupation israélienne, les confiscations de terres, les déprédations commises par les colons, les démolitions de maisons, le mur, les destructions de propriétés, les checkpoints, les routes réservées aux seuls Israéliens, le nettoyage ethnique. Et qu'arrivera-t-il quand les Palestiniens mettront fin à la violence, demande-t-elle ? Israël continuera à rejeter la paix de jour en jour, à dénier aux Palestiniens leur continuité territoriale, la viabilité économique, la sécurité, un espace suffisant, l'eau et la dignité. Les institutions démocratiques palestiniennes n'auront rien à faire fonctionner, excepté un peuple appauvri et en prison, entassé dans des réserves d'indigènes qu'entourent les murs israéliens, les colonies israéliennes, les routes israéliennes.

Torture à Guantanamo

Les États-Unis pratiquent la torture des prisonniers dans la base de Guantanamo. C'est ce que dénonce une mission de la Croix rouge qui a visité les installations de cette base américaine à Cuba. Les membres de cette mission ajoutent que les militaires américains ont employé « des actes humiliants, des emprisonnements isolés, des tempêtes extrêmes et l'usage de positions forcées » et que les méthodes employées à l'encontre des prisonniers étaient chaque fois « plus raffinées et répressives ».

Épidémie de polio au Soudan

79 cas de poliomyélite ont été signalés au Soudan. Ce début d'épidémie pourrait avoir des conséquences sérieuses si elle n'est pas stoppée tout de suite, et s'étendre à d'autres pays voisins. Une campagne de vaccination doit commencer et couvrir l'ensemble du Soudan.

Contes d'Afrique

Un site concernant des histoires en provenance d'Afrique. Une sélection d'une soixantaine d'histoires d'origines diverses, des adresses de lieux où l'on peut emmener les enfants écouter des histoires : Contesafriains.com.

Participez à votre journal...

... Devenez correspondant.

Constitution européenne

Une campagne communiste pour faire gagner le « non »



Photo NM

Les raisons de voter Non au projet de traité constitutionnel mêlent inséparablement le rejet de ce texte, et des règles ultra-libérales qu'il prétend rendre constitutionnelles, et l'exigence alternative d'une autre Europe : la victoire du Non est possible, si elle n'est pas perçue comme le chaos ou l'impasse dont menacent les tenants du Oui, mais comme le point de départ d'un nouveau cours possible, radicalement réorienté, de la construction européenne. Là est à mon sens le cœur de l'indispensable apport communiste dans cette campagne : relier un Non radical à l'Europe du capital, prolongeant, jusqu'à une majorité cette fois-ci, le Non à Maastricht, et les axes d'une transformation radicale possible de l'Europe. On ne saurait se limiter à se fondre dans un front « antilibéral », dans un « non de gauche » au contenu alternatif très vague. Il s'agit de dire clairement Non à la constitutionnalisation - de la libre-concurrence et du marché capitaliste, - de l'indépendance d'une Banque Centrale, de conception ultra fédéraliste, et vouée à la défense exclusive du taux de profit, - de « Services d'intérêt général », incluant le privé, au détriment de services et d'entreprises publiques visant d'autres buts que la rentabilité financière. De tels principes sont déjà au cœur de la politique du gouvernement Raffarin ; mais inscrits dans un texte constitutionnel, ils deviendraient autant d'obstacles nouveaux, renforcés, aux luttes, aux exigences sociales, aux projets politiques de transformation et

de progrès social. Toutes les luttes, sociales et politiques, mettant en cause peu ou prou les intérêts des marchés financiers, en seraient rendues plus difficiles. C'est pour une autre Europe, avec des ambitions sociales novatrices, qu'il s'agit de dire Non.

Par exemple celle d'éradiquer le chômage et la précarité en Europe, avec une sécurité commune d'emploi ou de formation, fondée sur des pouvoirs d'intervention des salariés et un nouveau crédit ; il s'agirait de retirer au patronat l'arme absolue que constitue le chômage, même réduit à un volant minimum sous l'appellation trompeuse de « plein emploi ».

Voter Non, c'est voter pour promouvoir l'exigence de services publics modernes et de qualité, accessible à tous sur les territoires de l'Union européenne, avec en conséquence, pour maîtriser le marché, de nouvelles entreprises publiques. Voter Non, c'est voter pour une transformation de la conception de la Bce, placée sous contrôle démocratique des parlements nationaux et européen, et pouvant devenir, avec un crédit sélectif, l'outil d'une sécurisation de l'emploi et de tous les moments de la vie. Voter Non, c'est voter pour une Europe des peuples et des nations associés dans un nouveau type de confédération, à l'opposé du fédéralisme ultralibéral et autoritaire structuré par la Bce, et de l'illusion du retour à une souveraineté nationale étroite.

Le Pcf a, dans cette campagne, un rôle fort, original, peut-être historique, à jouer. L'exigence d'une campagne autonome du Pcf, pour une victoire possible du Non, fait son chemin, comme l'indique la décision du Conseil national du 14 janvier d'un appel du Pcf. Et, avec un Parti qui joue son rôle, l'unité d'action des communistes, si décisive pour le combat révolutionnaire, peut grandir.

Nicolas Marchand

Membre de la présidence du Conseil national du Pcf
Co-animateur du réseau
Action-novation-révolution

NON

Dans le cadre de la campagne pour le non à la constitution européenne, *Le Manifeste* donne la parole à des communistes de sensibilités différentes. Dans les prochains numéros, il poursuivra cette ouverture en donnant la parole à ceux qui, à gauche, disent non.

Non à toute constitution dans l'Europe de



Photo JJK

serait mieux pour ce pays, (comme au temps des colonies). Alors que l'enjeu véritable pour le peuple turc est le risque de sa surexploitation, dans le cadre de l'Europe de Maastricht, par le capital multinational.

En effet, pas un seul peuple n'a amélioré sa condition d'existence dans l'Europe du traité de Maastricht. L'exemple de la France est révélateur, toutes les statistiques le prouvent : avec Maastricht, c'est plus d'exploitation, plus de pauvres, plus d'inégalités, plus de délocalisations, c'est le recul sur tous les acquis des luttes ouvrières et démocratiques, moins de service public, moins de sécurité sociale, moins pour la santé, moins pour les retraites, moins pour le logement, moins pour l'école. Depuis 10 ans, Maastricht c'est le recul généralisé, la casse des avantages acquis. Pour les nouveaux entrants, c'est et ce sera pire. Une exploitation renforcée de type colonial et un alignement toujours sur le plus bas. Nous étions d'accord avec le parti communiste de Tchéquie, contre l'entrée de leur pays dans l'Europe de Maastricht, comme nous sommes en parfait accord aujourd'hui, avec la gauche marxiste

Constitution européenne

ICI AUSSI...

Dire franchement non pour reprendre l'initiative

De la nature de la constitution européenne, impérialiste, anti-sociale, antinationale, anti-laïque et quasi-totalitaire, se déduit la nature du *non* que des militants franchement communistes et républicains doivent lui opposer : un *non* populaire, anti-impérialiste et, je n'hésite pas devant ce mot politiquement incorrect, *patriotique*.

L'enjeu de classe du texte soutenu par Valéry Giscard d'Estaing, Chirac, Seillères et autres Hollande, est en effet de constituer en l'État l'Ue du capital sur les ruines de la République française et des autres nations souveraines.

Or qu'est-ce qu'un État supranational, qui ignore toute référence à la souveraineté populaire, un État où le capitalisme, le libéralisme, le « dialogue avec les Églises », sont obligatoires, où les crédits militaires seraient les seuls à croître obligatoirement, où l'armée européenne aurait mandat de faire régner la « loi » supranationale, au besoin en projetant la « bonne gouvernance » hors des frontières de l'Ue ? Un tel État porte un nom : c'est un *Empire*. Aujourd'hui asservi à l'Otan et tiraillé entre Usa et Rfa, cet Empire servira tôt ou tard au grand capital européen pour disputer par tous les moyens l'hégémonie mondiale aux Empires rivaux. Et vu la nature du capitalisme actuel, hyper-agressif et surarmé, ce choc entre impérialismes continentaux,

que l'Urss n'est plus là pour tenir en respect, pourrait être fatal à notre espèce. C'est pourquoi le Prcf ne se contente pas, comme le Pcf/Pge de contester cette constitution pour dire *oui* à une « autre » constitution (qu'il faudrait renégocier avec... Berlusconi, Blair et Cie : est-ce sérieux ?). Associant le drapeau rouge au drapeau tricolore, comme le fit le Pcf de Thorez et Duclos sous le Front populaire et la Résistance, le Prcf (qui, avec son président G. Hage, a condamné l'élargissement à l'est de l'Ue) milite contre toute constitution européenne, en convergence avec d'autres communistes, mais aussi avec des républicains non communistes. Un *non franc*, distinct du *non* nationaliste et du *oui* euroconstructif de Bocquet, Wurtz et Cie, briserait le maillon faible de la construction européenne (la France !), mettrait le mouvement ouvrier à l'offensive, dynamiserait l'Europe des luttes, secouerait les états-majors eurocomplaisants des confédérés et relancerait l'alternative populaire en ébrançant la domination capitaliste en France et en Europe. Encore faut-il que les vrais communistes s'unissent à la base pour entraîner les partisans du *non* sur des positions claires. Ce combat politique doit se mener en lien avec les luttes pour l'emploi, les acquis, les salaires, les services publics, la défense de l'industrie et de l'agriculture nationales, la (re)nationalisation des grandes



Photo Patricia LATOUR

entreprises (et de toute usine qui délocalise...)

Pasticheant le Che, je dirai que le rôle d'un communiste n'est pas d'attendre passivement les situations révolutionnaires : il est d'aider à ébranler concrètement la domination du capital : si elle s'accompagne d'une lutte ciblant à la fois le Medef, Raffarin et leur Europe de malheur, la campagne du *non* activera la résistance populaire, remettant à l'ordre du jour la résistance de masse et pourquoi pas, la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capital, et pas seulement dans notre pays !

Georges Gastaud

Porte-parole du pôle de renaissance communiste en France (Prcf)

Directeur politique d'Initiative communiste

Côte d'Ivoire

Les députés ivoiriens ont entériné les amendements sur le code de la nationalité et la naturalisation. Les amendements allongent le temps d'attente des étrangers pour devenir Ivoiriens. Tous les mineurs (moins de 21 ans) nés de parents étrangers avant l'indépendance (7 août 1960) peuvent acquérir la nationalité ivoirienne s'ils en font la demande, ainsi que les personnes mineures à la date du 20 décembre 1961, nés en Côte d'Ivoire de parents étrangers. Les hommes qui épouseront une Ivoirienne devront attendre 2 ans pour faire leur demande de naturalisation, cette disposition ayant pour objectif d'empêcher les mariages blancs. Cela rappelle certaine révision d'un certain Code de la nationalité, non ?

Des instituteurs en 15 jours

L'Éducation sénégalaise a trouvé une solution rapide pour pallier au déficit de professeurs dans certaines régions du pays. Recruter des personnes au niveau du Brevet d'étude primaire et former des bacheliers en 15 jours sur le tas alors que la formation initiale des maîtres d'école pour ceux qui ont le bac est de 3 mois pour la théorie suivis de 3 autres mois pour la pratique. Pour les titulaires du Brevet des collèges, la formation est de 4 années. Cette solution n'est absolument pas du goût du syndicat des enseignants, d'autant qu'il est tout à fait possible d'engager des personnes diplômées et formées. Avec cette mesure, l'Éducation nationale réduit sa masse salariale : les professeurs formés en 15 jours ne seront pas payés en tant que salariés, mais comme boursiers.

Femme, Africaine et détective

L'écrivain Alexander Mc Call Smith, professeur de droit médical à Edimbourg, né au Zimbabwe et qui a longtemps vécu au Botswana, a créé Precious Ramotswe, première femme détective-privée du Botswana, à la tête d'une Agence des dames détectives. Precious Ramotswe traite toutes sortes d'affaires : maris ou femmes trompés, disparitions d'enfants, amasques... Alexander Mc Call Smith a déjà écrit six volets des aventures de Mma Ramotswe. En France, on peut se procurer *Mma Ramotswe détective, Les larmes de la girafe, Vague à l'âme au Botswana* et *Les mots perdus du Kalahari* aux éditions 10/18

Burkina

Dans l'extrême ouest du Burkina Faso, deux communautés rurales s'opposent à la vaccination de leurs enfants pour la deuxième fois en un mois. Les deux villages ont été encerclés par la police, les enfants sortis des endroits où ils avaient été cachés. Cette intervention a permis la vaccination de 80 enfants, contre le gré de leurs parents qui refusent « tout ce qui vient de l'Occident », ont-ils dit.

et à l'entrée de la Turquie Maastricht

turque, contre la soumission de leur peuple au traité de Maastricht. Il en va de même pour la constitution européenne. Dans les conditions actuelles, elle ne peut être que maastrichtienne, c'est-à-dire là pour créer les meilleures conditions constitutionnelles d'une exploitation capitaliste renforcée et maximum au profit du grand capital, quelque soit son origine, y compris américain.

L'intervention américaine en Irak découle de la course aux profits maximum pour le capital américain. Si l'Europe avait eu un président et un ministre des affaires étrangères et de la sécurité (comme l'imposera demain la constitution si le Oui l'emporte) l'Europe, inclus, la France, aurait approuvé l'intervention, au regard du nombre de pays de l'union européenne qui ont soutenu cette agression du peuple irakien.

Certains à gauche, y compris dans les syndicats, perçoivent des avancées dans cette constitution, pour le monde du travail. La « constitution » nazie garantissait du travail pour le peuple allemand et pourtant elle était totalement nocive pour tous les peuples, y compris pour le peuple allemand. Rappelons-nous

qu'il n'y a que deux cotés à une barricade, celui du capital et celui des peuples.

Aucune modification de l'Europe actuelle, ni aucun nouveau processus constitutionnel ne peut changer notre position, car il faudra d'abord sortir de cette Europe de Maastricht, pour construire une autre Europe totalement différente, une Europe populaire, démocratique et socialiste, une Europe des peuples y compris, bien sûr, avec le peuple turc.

Les motivations pour le Non de gauche sont multiples. C'est de leur rassemblement que peut naître la victoire, qui peut créer une situation politique ouvrant une nouvelle perspective populaire et démocratique en France.

Jean Jacques Karman

Vice président

du Conseil général du 93

Maire-adjoint d'Aubervilliers

Porte-parole

de la Gauche communiste

Rempart ou rampant ?

« Les 21 régions socialistes seront autant de remparts contre les assauts du libéralisme ! » On avait le triomphe lyrique, ce soir du 28 mars, au siège du Parti socialiste. Neuf mois plus tard, où en sommes-nous ? La décentralisation Raffarin se met en place et les régions gobent sans piper. À l'heure où ces lignes sont écrites, tout laisse penser qu'elles s'acheminent vers une augmentation sensible des impôts locaux. Mais n'est-ce pas pour la bonne cause ? On peut faire confiance aux services de communication des conseils régionaux pour vanter les mérites des politiques menées. Il reste que la fiscalité locale est une fiscalité particulièrement injuste puisqu'elle n'est pas calculée en fonction des revenus. La France qui a connu de grandes avancées en matière de fiscalité avec son impôt sur le revenu progressif s'est engagée depuis une bonne trentaine d'années sur la voie de la régression avec la montée de la fiscalité indirecte qui frappe indistinctement le riche ou le pauvre et la décentralisation qui fait sans cesse supporter plus de charges aux collectivités territoriales.

Fort de son résultat du 28 avril, le parti socialiste avait une belle opportunité pour lancer un grand mouvement contre les transferts de charge et pour que l'État assume ses responsabilités ; l'État qui seul a le moyen d'augmenter la contribution des riches pour les dépenses d'intérêt général. Au lieu de quoi, il accompagne, voire anticipe la décentralisation libérale, frappant le plus durement les porte monnaie les plus minces. Réminiscence du gouvernement Jospin ? Anticipation d'une future politique ?

On observe avec satisfaction que les communistes du Nord Pas de Calais ont voté contre le budget socialiste. Mais on observe aussi un silence confondu avec celui du Parti socialiste de la part de la direction du Pcf. Reste à savoir si les élus communistes dans les régions vivent cela haut les cœurs. Les régions socialistes : rempart ou rampantes ?

La genèse du libéralisme libertaire

En rupture avec la réduction économiste du marxisme, Michel Clouscard cherche à penser le capitalisme d'aujourd'hui et les termes nouveaux de la lutte des classes. Parmi ses ouvrages clefs, citons *Le Capitalisme de la séduction*, *Les Métamorphoses de la lutte des classes* et *La Genèse du libéralisme libertaire* auquel se rattache ce texte.

La consommation transgressive se constitue selon les lois du marché.

Les marchandises clandestines et vénéneuses

Celui-ci peut être défini comme vente à une certaine clientèle d'un certain produit selon une certaine promotion de vente. Le marché du désir est bien plus que la conquête du marché. Il crée les conditions d'existence de son propre marché. Le produit à consommer ? Il échappe totalement à l'économie politique des économistes anglais et même du marxisme. Celui-ci n'a défini que le procès de production, laissant vacant tout un processus clandestin et marginale. Aussi, paradoxalement, c'est le discours religieux qui est au plus près des catégories de référence du marché du désir. Saint Augustin désigne « les concupiscences ». Celles-ci seront à l'origine du marché du désir qui ne fera que reprendre des intentionnalités déjà montrées du doigt par la morale et désignées comme tentations qui peuvent devenir vices pour la religion.

On peut désigner les tentations, concupiscences, qui se développent en marchandises clandestines d'un ténébreux marché. Les produits à consommer : l'alcool, la drogue, le sexe, le jeu. Cette nomenclature n'est pas limitative. Elle est déjà un tri. On peut se demander, par exemples, si « la violence » n'est pas devenue, elle aussi, une consommation ludique ! *Les Fleurs du mal* vont devenir les quatre ou cinq vénéneuses marchandises clandestines qui servent de fond de commerce au libéralisme libertaire. Comment se fait-il que ces fondamentales marchandises ne soient pas reconnues comme telles en un ensemble synthétique ?

La redistribution d'une part du profit comme pouvoir d'achat du désir

Les vénéneuses marchandises clandestines sont donc le produit à vendre. Quelles sont les cibles – prescriptives, privilégiées – de ce marché ? Les femmes et les jeunes. Quel est le moyen de financement. Le pouvoir d'achat des nouvelles couches moyennes. Qui fait la propagande publicitaire ? L'imprécateur thuriféraire. Selon quelle stratégie ? L'initiation mondaine à la civilisation capitaliste permet aux vénéneuses marchandises d'imposer un consumérisme qui doit miner la valeur de l'éducation nationale. Cette mercantilisation permet de compléter le tableau de la hiérarchie sociale selon le désir. On aura l'ensemble besoin-désir qui constitue le nœud de la société de classes (voir tableau ci dessous).

Mai 68 marque le passage de la culture petite bourgeoise à la culture des nouvelles couches moyennes. Ce qui caractérise celles-ci, c'est qu'elles n'ont pas de statut de

classe alors qu'elles se font pouvoir hégémonique. On ne peut parler de classes moyennes, mais d'accumulation de couches qui, aussi différenciées et hiérarchisées qu'elles soient, restent moyennes, c'est-à-dire entre deux classes sociales. C'est, qu'en termes économiques, il ne peut y avoir que deux classes sociales. Celle qui possède les moyens de production et celle qui apporte la force productive matérielle directe. Les nouvelles couches moyennes vont constituer un ordre, celui des services, du tertiaire, du quaternaire. Cet ordre n'est autre que l'extension maximale des services. Ceux-ci, jusqu'aux Trente Glorieuses, étaient essentiellement constitués selon les surplus de la bourgeoisie de l'avoir (alors, la contradiction interne peut jouer).

Le nouvel ordre, médiateur, lui, est constitué d'apports de la hiérarchie bourgeoise, mais aussi de la promotion de la classe ouvrière.

La partie supérieure de ces couches moyennes est une dérive de la bourgeoisie, la partie inférieure, une dérive de la classe ouvrière. La contra-



Photo Pierre MOREL

diction interne (de la bourgeoisie), qui joue encore, est totalement surdéterminée par cette double constitution des nouvelles couches moyennes. C'est maintenant la société globale qui est concernée selon deux ruptures, symétriques, avec les classes sociales originelles.

Ces deux apports de population, combien hétérogènes au départ, vont s'homogénéiser en tant qu'ordre, selon leur commune vocation de médiation, de service, selon le nouveau mode fonctionnel et relationnel, selon un commun

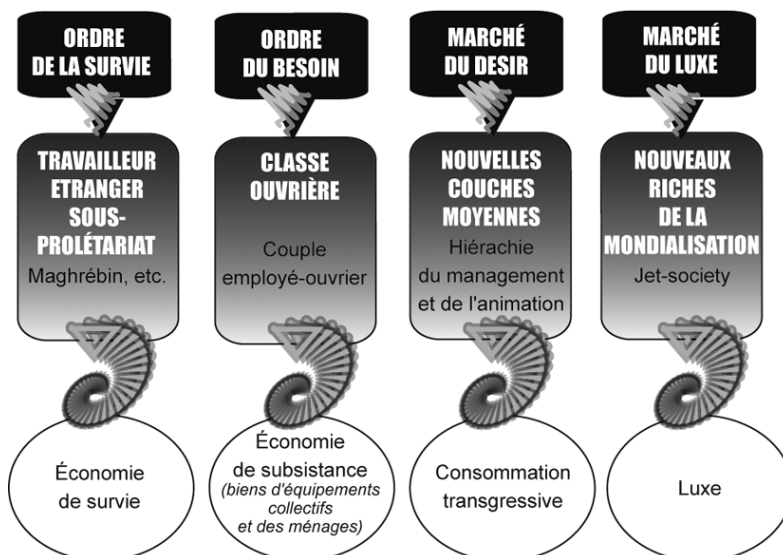
mode de vie. Cette opération culturelle peut être interprétée comme l'essentielle stratégie du libéralisme. C'est que cette commune participation, construction de l'ordre nouveau en sa base et en sa hiérarchie, est la négation des valeurs

originelles, celles de la bourgeoisie de l'avoir et celles de la classe ouvrière. Toute affirmation est une négation : c'est le même mouvement, de participer à l'ordre nouveau et de nier les valeurs originelles. Il se trouve que cette négation n'est autre que celle de l'éthique de la praxis et de la morale bourgeoise ! C'est une totale « révolution culturelle », mais à l'envers.

L'éthique n'est autre que la situation objective d'une classe sociale pour qui la nécessité est vertu, la classe ouvrière. Cette classe est doublement éthique, par la production et par la consommation. Par la production, elle « donne », elle apporte les biens de consommation aux autres, à la bourgeoisie. Pour ce qui est de sa consommation, elle est réduite aux biens de subsistance et d'équipement ménager. L'ouvrier n'existe que par sa classe sociale. Et celle-ci n'est autre que la « situation » éthique, objective.

Tout au contraire, la morale bourgeoise est liberté, mais liberté de classe. Elle échappe à la nécessité de l'ordre éthique. C'est qu'elle accède à la dualité constitutive de son économie politique. D'une part, le mouvement de concentration, d'accumulation et, d'autre part, celui de la dilution, de l'expansion. Cette dualité se manifeste en tant que radicale contradiction

On peut suggérer la classification et hiérarchisation de la société dite de consommation



de la morale bourgeoise. Elle peut même nier cette nécessité. Fondamentalement, la liberté bourgeoise, et plus généralement celle de la classe dominante, est l'accès à ces systèmes opposés de la morale : stoïcisme ou épicurisme, sacrifice ou jouissance, vertu ou vice, etc. Le bourgeois a le pouvoir de choisir une existence contradictoire : « alternance et syncrétisme », disait Montherlant. Le bourgeois culturel reste « disponible » ou « s'engage » (Gide et

classe bourgeoise, au contraire, peut accéder à la contradiction du niveau de vie et du genre de vie et même à la contradiction des genres de vie. Elle possède cette liberté : la dualité de complémentarité. Les nouvelles couches moyennes, en leur généalogie, sont donc constitutivement, la négation, le refus, l'abolition de l'éthique de la praxis et du jeu de la morale. Elles ne sont plus concernées par la nécessité du réinvestissement productif et dont totalement dis-

y aura redistribution du profit, essentiellement aux nouvelles couches moyennes. Il est évident que plus l'on monte dans la hiérarchie, plus le potentiel de jouissance s'accroît. Mais la jouissance est aussi prévue en sens inverse, plus on descend dans la hiérarchie. C'est la jouissance symbolique de la consommation transgressive. L'accession aux produits du marché du désir est alors très réduite. À la place des objets (les marques) et services, on consomme de

tiers d'artistes —, les rejets des nouvelles couches moyennes et ceux des banlieues — d'origine africaine, maghrébine —, consuméristes riches et pauvres, se retrouvent et se côtoient au Forum des Halles. Ce sont les décideurs de la mode. Ils sont rejetés par les rejets de la bourgeoisie traditionnelle, car où aller pour occuper le temps de loisir-chômage ?

La mode, accès à la jouissance comme promotion du marché du désir

Si les nouvelles couches moyennes ont conquis le moyen budgétaire de la jouissance, ce qui en fait tout à la fois les créatrices du modèle consumériste et ses usagers, l'expansionnisme quasi illimité de la consommation transgressive se réalise essentiellement grâce aux jeunes et aux femmes.

Les deux populations ont été l'objet d'une fabuleuse opération de marketing exhaussé jusqu'à l'espèce humaine. Le succès du libéralisme libertaire se fonde sur cette universalisation d'un modèle qui s'intègre par l'existence même. Femme et jeune représentent une énorme clientèle potentielle. Mais, surtout, ce sont des prescripteurs, des panneaux publicitaires vivants, des mises en pratique, de TP du libéralisme libertaire. Le comble de l'ironie capitaliste, c'est qu'il fait fonctionner ces deux porte-drapeaux de la mode, à l'image de l'homme-sandwich et gratuitement. Il n'existe pas d'institution, d'organisation caritative ou de fondation philanthropique, à laquelle le libéralisme ne pourrait reverser une part du bénéfice publicitaire de la femme jeune et jolie ou du jeune qui s'émancipe. Ces deux espèces sont utilisées à leur insu, bien que le narcissisme prépare à une collaboration à la fois ontologique et de classe, celle qui fera l'éternel féminin et l'éternel adolescent, ces deux avant-gardes du consumérisme du libéralisme libertaire.

La plus fantastique campagne publicitaire visant le genre humain lui-même, prescription de masse, ne nécessite aucun investissement financier ! L'image de l'homme et de la femme peut être manipulée dans tous les sens sans que

le jeune et la femme puissent intervenir. Tout est bénéfique, profit, comme une taxation, une importation. Mais ce qui est le plus aliénant, c'est que cette imagerie flatteuse est interprétée par le narcissisme comme étant l'essence du jeune et de la femme, ce qu'il faut être pour être une femme et jeune.

Cette exploitation du corps humain rend le libéralisme libertaire redevable d'une immense dette à l'égard du jeune et de la femme. La monstruosité de l'opération ne peut être traduite qu'en termes de philosophie de la connaissance. Le capitalisme est le maître d'œuvre de la phénoménologie des mœurs, de la mise en relation du procès de production et du procès de consommation. Ton corps est à eux. La mode assure la médiation de l'économie de subsistance à la consommation transgressive. C'est à coup de modes que le libéralisme libertaire fait son chemin. Elle est encore non délicieuse, mais elle doit faire scandale. Son porteur est branché sans être accro. Disponibilité gidienne.

La course après les marques est une essentielle caractéristique de la mode. C'est la rupture avec la production de série sans accéder au luxe. Ce sont les signes extérieurs de la cherté et de la rareté, une sélection d'affinités électives. J'ai la marque que tu n'as pas : tu n'existes pas. Mais si j'ai la marque que tu as, tu es complice et concurrent : un autre univers commence. Tout un système de signes va baliser les comportements et pénétrer le tissu social du conformisme, rue « entriste » du désir que nous « inflige » le libéralisme libertaire.

Comment les femmes et les jeunes apprennent-ils le désir du libéralisme libertaire ! Il faut inverser l'ordre de la connaissance « bourgeoise ». Encore une fois, ce n'est pas un être pur et désirant qui se heurte à une corruption généralisée. C'est une consommation transgressive nécessaire au capitalisme qui doit devenir le désir que le psychanalyste prête au sujet en toute crédulité, en toute méconnaissance.

Le désir, ça s'apprend, au fur et à mesure qu'il fait son marché. C'est toute une éducation, un dressage.

Michel Clouscard



Sartre). Cette dualité est l'expression culturelle même du pouvoir de classe. La liberté est la détermination de la contradiction de classe, de ses deux moments constitutifs. À l'opposé, la classe ouvrière est la classe sociale qui ne peut qu'identifier niveau de vie et genre de vie. Il n'y a pas de marge, donc de choix. La

ponibles à la manipulation de la stratégie politique et marchande du libéralisme libertaire. C'est la liberté du libéralisme, c'est la société du salariat généralisé qui permet d'accéder au moyen de la jouissance, de ne plus réinvestir tout le profit dans l'équipement productif, mais d'en extraire une part dévolue à la jouissance. Il

la symbolique, des signes, des attitudes, des paroles. Ce modèle est alors valable, aussi, pour les jeunes des cités de banlieues. Les bandes — la dynamique de groupe — consomment de la transgression. Quel jeu de dupes ! De même que le cadet et le petit bourgeois convergent vers le même lieu — les quar-

Laïcité

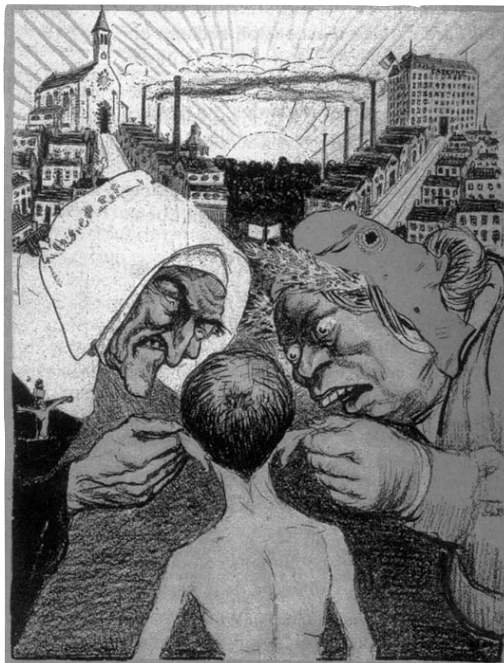
Une dimension essentielle de la nation française

S'il est une loi qui a déchaîné les passions en France, c'est bien celle de 1905 adoptée le 11 décembre et qui proclame la séparation des Églises et de l'État. Le principe de laïcité, un des piliers de la nation française, est aujourd'hui l'objet de discussions et de remises en cause. Retour sur son histoire.

Le vote de la loi de 1905 est précédé par plus d'un quart de siècle de luttes sans concessions entre l'Église et la République. Ce débat qui secoue la France à la fin du XIX^e siècle n'est pas nouveau. Dès la Révolution française, le principe de la laïcité est posé. L'article X de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen proclame que « nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses ». La constitution de l'an III (1793) affirme que « nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi. Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun ». Les actes de la vie civile sont petit à petit retirés à l'autorité religieuse. Mais jusqu'à la chute du second Empire, le clergé a le monopole de l'enseignement et continue, bon gré mal gré, à occuper une place non négligeable dans l'État.

Laïcisation de l'État

Malgré sa brève existence, la Commune de Paris décrète, le 2 avril 1871, la séparation de l'État et des religions. « Considérant que le premier principe de la République française est la liberté ; considérant que la liberté de conscience est la première des libertés ; considérant que le budget des cultes est contraire au principe puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi ; considérant, en fait, que le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté », la Commune décrète la séparation, la suppression du budget des cultes, la confiscation des biens ecclésiastiques, l'inventaire des biens à mettre « à la disposition de la nation ».



Dessin DR

Décision sans précédent qui ancre durablement le mouvement révolutionnaire français dans le principe laïque.

La loi de 1905, elle-même, est l'aboutissement d'une série de décisions prises après la Commune par l'État républicain bourgeois et qui vont dans le sens de la laïcisation de l'État : laïcisation des hôpitaux et cimetières (1881), école primaire gratuite, laïque et obligatoire (Loi Jules Ferry de 1882), suppression des aumôneries militaires (1883), suppression des prières publiques (1884), rétablissement du divorce (1884), obligation du service militaire pour les séminaristes (1889), loi sur les associations prévue aussi pour donner un statut aux religions (1901), fermeture de 2 500 écoles religieuses (1904). En 1866, Jean Macé crée la Ligue de l'enseignement. De ce point de vue, les lois Ferry de 1882 vont boule-

verser considérablement le paysage : la formation des maîtres est systématisée, la neutralité confessionnelle de l'enseignement est proclamée, le recrutement d'ecclésiastiques dans l'enseignement public est interdit.

Le conflit connaît un tournant avec l'arrivée au pouvoir en 1902 de l'anticlérical virulent qu'est Émile Combes qui interdit la quasi-totalité des congrégations religieuses. Il dépose un projet de loi tellement antireligieuse que même les protestants, pourtant favorables à l'idée de séparation, rejoignent les catholiques. Dès ce moment, la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-siège est consommée. Pour donner une idée de l'état d'esprit républicain, il faut se rappeler cet arrêté municipal pris le 10 septembre 1900 par le maire du Kremlin-Bicêtre « interdisant le port de la soutane sur

le territoire de la commune ». Après le renversement du ministère Combes, en janvier 1905, Maurice Rouvier, acquis à une loi de séparation, ne peut pour autant reprendre tel quel le projet Combes qui mettrait le feu aux poudres.

La « loi juste et sage »

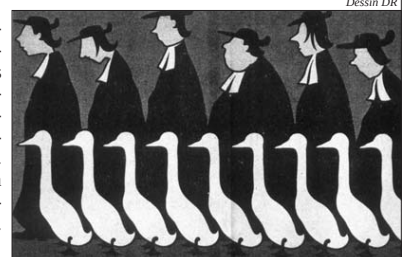
Engagé dans une logique de combat, le débat se poursuit, sous la présidence de Ferdinand Buisson et sous l'influence d'un nouveau venu, Aristide Briand (rapporteur de la commission constituée à l'Assemblée nationale en vue de la séparation de l'Église et de l'État) et de Jean Jaurès, dans un esprit de conciliation. La « loi juste et sage » telle que la qualifie Jaurès est déposée en février 1905. Le 21 mars, le débat qui durera trois mois et demi s'ouvre à la Chambre des députés. Aristide Briand, lui même incroyant, est comme tous les hommes de gauche de l'époque hostile à la religion. Pourtant, il fera tout pour restaurer la paix civile et éviter l'affrontement. Il parvient à réunir une majorité sur son texte. La séparation est votée le 3 juillet par 341 voix contre 233. Elle est confirmée par le Sénat et promulguée le 11 décembre 1905. La loi stipule dans son article 1 que « La République assure maintenant la liberté de conscience » et dans son article 2 que « La République ne reconnaît, ni ne salarie, ni ne subventionne aucun culte ».

Dès l'année suivante, l'inventaire des biens d'Église est l'occasion de nouveaux affrontements sévères. La troupe devra intervenir à plusieurs reprises.

Mais dès après la première Guerre mondiale, la laïcité devient une des caractéristiques fondamentales de la nation française. Mis à part l'épisode tragique de Vichy et de l'occupation, elle ne sera plus remise en cause. L'article premier de la Constitution de 1958 stipule : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Cela ne veut pas dire que l'Église catholique n'a pas longtemps bataillé contre la laïcité et la République. Mais, elle n'a pas pu remettre en cause le principe de séparation. Des brèches ont pourtant été ouvertes, notamment dans le domaine de l'école. En 1959, la loi Debré donne une aide financière aux établissements privés dans lesquels, aujourd'hui encore, l'enseignement catholique représente 96 %, soit 2 millions d'élèves. Toutes les régions ne sont pas non plus logées à la même enseigne. Le Concordat est toujours en vigueur en Alsace et en Moselle où l'État aide financièrement les quatre cultes reconnus et rétribue les rabbins, les pasteurs et les curés. Dans ces départements, l'enseignement religieux est délivré à l'école publique.

La France connaît une place particulière du point de vue de la laïcité en Europe et dans le monde. Le modèle laïque français qui consacre une double indépendance – indépendance de l'État vis à vis de la religion, indépendance de la religion vis à vis de l'État – est aujourd'hui remis en cause par la Constitution européenne. Une raison supplémentaire de dire non à ce texte qui dénie la souveraineté nationale des États.

Patricia Latour



Dessin DR

Hollande

La tolérance hollandaise va droit dans le mur

Le modèle « cool » n'est pas forcément le meilleur. En Hollande, il ne fait pas recette. La tolérance hollandaise a fait le lit d'un inquiétant laisser-faire politique. Un laisser-faire où les pires réponses populistes peuvent prendre le dessus, et où la légitimité de l'État et le calme apparemment plat du pays peuvent exploser.

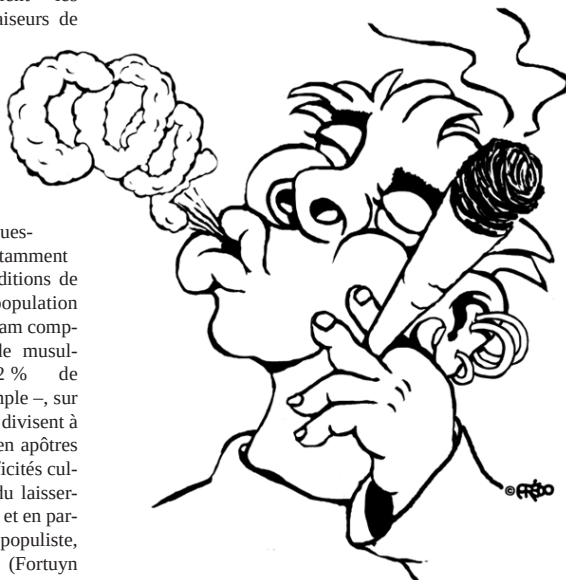
La Hollande est célèbre pour sa tolérance. Au 17^e siècle, les voyageurs en revenaient stupéfaits de la place des femmes dans la société et de leur égalité de droits avec les hommes, de la paix sociale, de la liberté des croyances alors que la France et l'Angleterre étaient ravagées par les guerres de religion. Aujourd'hui, les touristes reviennent épatés par les drogues douces en vente libre, la loi autorisant l'euthanasie, la liberté des mœurs, la paix sociale (toujours) et l'indifférence bonhomme d'un peuple industriel et paisible à tout ce qui est idéologie.

Classe politique désemparée

Voire. Deux assassinats récents ont fait voler en éclats ce modèle *cool* : celui du leader populiste Pim Fortuyn (abattu il y a deux ans par un activiste des droits des animaux), devenu à la faveur de ce fait-divers un héros historique, élu ces jours-ci par ses compatriotes comme le Hollandais le plus important de tous les temps, avant Érasme, Guillaume d'Orange ou Rembrandt ; et celui, en novembre, d'un biographe du premier, le non moins populiste cinéaste Theo van Gogh, abattu par un activiste islamiste. Événement suivi de divers incendies de mosquées et d'écoles musulmanes, comme c'était à prévoir, et qui a laissé la classe politique complètement désemparée.

Le grand débat qui s'est ouvert à cette occasion a porté essentiellement sur le blasphème : faut-il ou non réactiver une loi tombée en désuétude, qui considère le blasphème comme une faute pénale ? Il

est vrai que Theo van Gogh traitait publiquement les musulmans de « baiseurs de chèvres ». On aperçoit au passage le niveau du débat, son apolitisme et son caractère purement moraliste. Pas un instant n'ont été évoquées les questions politiques : notamment la question des conditions de l'intégration – la population du centre d'Amsterdam compte pourtant 20 % de musulmans, dont 12 % de Marocains, par exemple –, sur laquelle les partis se divisent à peu de choses près en apôtres du respect des spécificités culturelles (en clair : du laisser-faire de la tolérance) et en partisans de la trique populiste, ouvertement raciste (Fortuyn est devenu une star en Hollande du jour où il a déclaré à la télévision que l'Islam était « une religion arriérée ») ; et la question de la laïcité, qui est la stricte séparation des religions et de l'État. Pour la bonne raison que la laïcité n'existe pas en Hollande. En France, la laïcité vient des Lumières, qui a théorisé la prévalence de la raison sur toute forme de croyance, et de la Révolution, qui a aboli le droit divin du roi, des aristocrates et des prêtres. C'est un principe politique séculaire d'égalité, et non une vertu morale. La Hollande n'a pas connu les Lumières, elle n'a pas connu de révolution bourgeoise, elle s'est constituée en royaume au 19^e siècle (ce qui laisse tout de même rêveur), et surtout, surtout, son modèle social est basé depuis 1917 sur le système des « piliers », c'est-à-dire du développement séparé des communautés dont



l'ensemble soutient le « dôme » de la nation – modèle qui relève d'une conception tribale de la société et fabrique un communautarisme sans intégration, où l'Islam a prospéré sans entraves. D'autant plus aisément qu'il incombe à l'État de garantir la liberté de croyance, et donc de financer à égalité toutes les écoles confessionnelles, quelles que soient les confessions – il est vrai qu'en 1917 on n'en était pas tout à fait à l'islamisme fondamentaliste d'aujourd'hui.

Laisser-faire politique

La fameuse tolérance religieuse du siècle d'or hollandais résultait de l'impératif catégorique du commerce : on doit pouvoir commercer avec tout le monde lorsqu'on est un petit pays. Et, lorsqu'on n'est

pas tout à fait un État mais une fédération de villes gouvernée par une assemblée de bourgeois, on ne fait la guerre à personne, parce qu'on n'a aucune idéologie à imposer à quiconque, aucune image de force ou de grandeur à donner, et que la guerre coûte trop cher. Quant au prix de la paix sociale, les bourgeois le paient sans rechigner et nul ne meurt de faim en Hollande – du coup, nul ne se révolte non plus. Tels sont les principes séculaires de cette culture. La tolérance et le commerce sont deux vertus cardinales du protestantisme, dont les valeurs imprègnent toujours profondément la mentalité hollandaise, au point que le premier ministre Balkenende, champion des « normes et valeurs » calvinistes et capitalistes qui lui tiennent lieu de programme politique, veut inscrire Dieu dans la Constitution. Il y a donc ce

pays une sorte d'obscénité à évoquer toute question idéologique, qu'un pragmatisme généralisé s'entend à recouvrir. Et toute question touchant à la légitimité de la croyance, dont il serait indécident, même si les signes en sont ostentatoires ou alarmants, de se mêler.

Alors le voile est partout. Alors la Hollande devient un réservoir d'intégrisme, avec écoles coraniques et recrutement pour le *jihad*. Alors la ministre de l'intégration reçoit à sa table Tarik Ramadan, le prêcheur fondamentaliste naguère interdit de séjour en France. Alors Mohamed B. abat van Gogh et menace de mort Ayaan Hirsi Ali, députée libérale d'origine somalienne qui se bat pour les droits des femmes musulmanes. Alors le visage du Mal, pour beaucoup de citoyens du royaume, devient celui de l'Arabe.

La tolérance hollandaise a fait le lit d'un inquiétant laisser-faire politique. Un laisser-faire où les pires réponses populistes peuvent prendre le dessus, et où la légitimité de l'État et le calme apparemment plat du pays peuvent exploser. L'affaire est à suivre avec d'autant plus d'attention que le fondamentalisme religieux, bien loin d'être l'apanage de l'Islam, relève partout la tête dans les pays occidentaux, conforté par la réélection triomphale de George Bush qui en est un militant déclaré. À ces intolérances criminelles dissimulées sous le masque de la vertu, la morale est la plus confuse et la plus dangereuse des réponses.

Marie-Noël Rio

Dashiell Hammett

Dandy rouge et bête noire

Le grand écrivain Dashiell Hammett est à l'origine d'un nouveau genre littéraire appelé le « hard boiled » ou le « polar noir ». Dans ses romans, il dénonce la corruption, les violences d'une certaine Amérique. Le « dandy rouge » deviendra bien vite la bête noire.



Dashiell Hammett

« **L**e vieil Elihu Wilson avait possédé Personville et, comme on dit, jusqu'au trognon. Président et propriétaire de la majorité des actions de la Personville Mining Corporation et des deux journaux de la ville... il avait dans sa poche un sénateur, deux représentants, le gouverneur, le maire... (au début des années vingt, les mineurs se mettent en grève : la grève dura huit mois)... Le vieil Elihu embaucha des gunmen [hommes de main armés], briseurs de grève et autres gardes nationaux... le vieil Elihu avait brisé sa grève, mais il avait perdu son emprise sur la ville et sur l'État. Pour mater les mineurs, il avait été obligé de lâcher la bride à ses tueurs. Et, la bataille finie, il fut incapable de s'en débarrasser. Il leur avait livré sa ville... »

Le grand roman de la naissance du mal

Ainsi Dashiell Hammett résume-t-il, en 1929, le contexte de son premier roman *Red Harvest* (*La Moisson rouge*). Le livre fait sensation. Il crée un genre nouveau, appelé « hard boiled » aux États-Unis ; « polar noir » en France. « Les romans de Dashiell Hammett m'ont appris sur la nature de la société moderne plus que de

gros traités », écrit Aragon dans *Les Lettres Françaises*, et *Red Harvest* demeure le grand roman de la naissance du mal, du surgissement du fascisme dans ses origines lointaines aux États-Unis comme produit de la guerre de 1914 ».

« Plus que de gros traités » ; c'est que Hammett n'a jamais dépassé le niveau de la Public School n° 72 de North Stricker, faubourg miséreux de Baltimore. Encore enfant, il est garçon de courses ; à vingt ans, enquêteur à la Pinkerton, agence de détectives privés. Mal payé, astreint à d'interminables filatures, condamné aux hôtels de troisième classe ; la Pinkerton fut cependant sa véritable université. Elle lui apprit la « nature de la société moderne ». Le drame de *La Moisson rouge*, il l'a vécu lui-même en 1917, dans le Montana paralysé par une grève des mineurs. Un jour, des inconnus lui demandent de les aider à se débarrasser de Frank Little, leader des grévistes en échange d'un chèque de 5 000 dollars, équivalent de cinq ans de salaire. Il refuse mais, quelques jours plus tard, le corps torturé de Frank Little est retrouvé pendu. Œuvre d'agents de la Pinkerton, de « collègues » ? Tous ses romans et nouvelles seront une dénonciation de la corruption, des violences d'une certaine Amérique. Ces questions sont d'actualité. Après la

« grande crise », le *New deal* ; l'édition, la presse, la Bd, le cinéma se l'arrachent. C'est l'incarnation du « rêve américain » : enfant pauvre-garçon de courses-détective privé-redresseur de torts et écrivain à succès. Élégant, couvert de femmes, imbibé de bourbon entre les bars chauds et sa somptueuse résidence de

mineurs avait été assassiné. À San Francisco, suite à une provocation, Harry Bridges, leader du syndicat des dockers est arrêté. En plein *New deal* ! Il ne suffit plus de dénoncer le système. Il faut le changer. Dash adhère au parti communiste. Pendant dix ans, on le retrouve sur tous les fronts. Aussi, lorsque le maccarthys-

respondant écrit au Fbi pour faire exhumer son corps indigne du cimetière national d'Arlington.

Un de ses proches est victime de la cabale, Humphrey Bogart, principal interprète du film *Le Faucon maltais* d'après le roman de Hammett. Bogart et Lauren Bacall sont à la tête de la délégation hollywoodienne qui se rend à Washington pour protester contre les poursuites maccarthystes. Aussitôt, il est insidieusement menacé par un éditorialiste de service : « Votre épouse, Lauren Bacall, est une magnifique jeune femme et vous êtes un acteur célèbre... la prochaine fois, j'espère que vous y regarderez à deux fois ». Comme Dash, Bogart fait face à la meute qui ne le lâchera plus. Quelques jours avant sa mort, en 1957, il écrit une lettre ouverte à une presse trop pressée de l'enterrer : « J'ai



Humphrey Bogart (à gauche) dans *Le Faucon maltais*, 1941.

« De la même manière que DH était l'écrivain de la gauche par excellence, on peut dire que le comédien et l'acteur qu'il appréciait et qui représentait ses mêmes idéaux, c'était Humphrey Bogart. Maintenant, on ne sait pas, je ne sais pas si Bogart était membre du Parti communiste, mais le fait est que, de toute manière, il a défendu ses idéaux avec courage. Il a été inébranlable, notamment pendant la période du maccarthysme. Et, dans *Le faucon maltais* notamment, c'est lui qui incarne cette façon de tenir le coup, de résister, qui illustre si bien DH » - (allocution de Howard Fast à Bobigny en mai 1991)

Beverly Hills, c'est Dash le « dandy rouge ». Ce sera bientôt la « bête noire ». Il a commis l'irréparable.

« Ses péchés sont enterrés avec lui »

En 1934, une grève générale paralyse San Francisco. Comme en 1917 dans le Montana où le leader des

me lancera sa chasse aux rouges à Hollywood, il se retrouvera en prison. Libéré après de longs mois, il reprendra le combat mais il est physiquement affaibli, ruiné par le fisc, livré à la meute des journalistes complaisants : « triste sire... âme damnée... fléau... écrivain aux expédients sordides ». La meute le poursuivra jusque dans la tombe, en 1961 : « ses péchés sont enterrés avec lui ». Un cor-

appris avec un certain plaisir qu'on m'avait enlevé le cœur et qu'il allait être remplacé par une vieille pompe à essence d'une station désaffectée. On m'a enterré pratiquement dans tous les cimetières. Y compris ceux spécialement réservés aux chiens ».

René Ballet

Le grand Jules Verne

Il y aura bientôt cent ans que Jules Verne est mort. Est-il seulement cet écrivain pour la jeunesse que l'on s'est complu à décrire ? Pierre Gamarra, poète, romancier et essayiste nous montre un autre Verne à redécouvrir.



les temps. Le compliment n'est pas exagéré bien que durant une période après sa disparition, l'œuvre considérable de l'auteur du *Voyage au centre de la terre*, de *Vingt mille lieues sous les mers* ou du *Tour du monde en quatre-vingt jours* ait été ignorée ou traitée avec condescendance par la critique ou l'université. Mais des millions de lecteurs l'accueillaient.

Un phénomène littéraire

On a dit de Jules Verne (1828-1905), dont nous commémorons le centième anniversaire de la mort (le 24 mars 1905 dans sa bonne ville d'Amiens) qu'il était un des plus remarquables créateurs de fictions de tous

En vérité, dès leur première publication, les romans de Jules Verne ont eu un succès immédiat et durable. Depuis cette époque et, sans la

moindre interruption, ces fameux *Voyages extraordinaires* sont demeurés en tête des ouvrages mondialement traduits, auprès de *La Bible*, de Karl Marx, de Shakespeare !

Depuis une vingtaine d'années, la critique et l'université se sont fort sérieusement intéressées à ce qu'on a considéré finalement comme un phénomène littéraire. De très nombreux ouvrages lui ont été consacrés. Jules Verne a été étudié à de multiples points de vue : historique, géographique, littéraire, psychologique ou même psychanalytique... Des auteurs comme Raymond, Roussel, Desnos ou Julien Gracq ont salué son importance. Non seulement son importance dans le domaine du récit, de la construction dramatique, de l'invention narrative mais dans celui de la linguistique ou de l'écriture. C'était souligner fortement sa valeur actuelle et même, pour employer un mot à la mode, son modernisme.

On a commencé aussi à souligner un autre aspect important et même essentiel de cette œuvre : son humanisme, son esprit pacifique et fraternel, son esprit de progrès dans un sens très large.

Né dans une famille de la bourgeoisie nantaise (son père était un catholique pieux), Jules Verne infidèle à la vocation juridique d'avoué que souhaite son père, va faire à Paris une carrière dramatique brève où il rencontrera Dumas père et fils, Offenbach... Et aussi, et surtout le fameux éditeur républicain Jules Hetzel ainsi que d'autres personnalités républicaines qui seront opposées au second Empire : Nadar ; célèbre photographe et créateur du « plus lourd que l'air », le géographe Élysée Reclus ; Arago, explorateur et écrivain ; Jean Macé, fondateur de la Ligue de l'enseignement.

On ne s'étonnera pas de voir Jules Verne lorsqu'il s'installe pour écrire à Amiens, loin du tumulte pari-

sien, accepter de faire partie du Conseil municipal républicain que préside Frédéric Petit, une personnalité républicaine dont il admirera la loyauté et me dévouement public.

Dans son œuvre, sa vérité politique

Certes, il se sent « neutre », au-dessus des partis et il n'a pas eu durant la Révolution de 1848 comme au moment de la Commune, l'attitude de Victor Hugo, mais plutôt celle de George Sand. C'est à son œuvre romanesque qu'il souhaite se consacrer. Et c'est dans cette œuvre qu'il convient de rechercher sa vérité politique. Il s'affirme avec force contre l'esclavage et la traite des Noirs. Il se prononce vigoureusement contre la guerre, ses barbaries, ses injustices. Il se déclare pour l'indépendance des peuples : hongrois, polonais, canadien... On l'a accusé de misogynie alors qu'on trouve dans *Michel Strogoff* ou *Mathias Sandorf* d'admirables « Mères Courage ». Il oppose à de nombreuses reprises la Cité de la Paix à la Cité du Mal. Et il s'intéresse de très près au progrès scientifique et technique, s'il prolonge habilement les inventions de son temps, il ne manque pas de suggérer qu'elles peuvent, si nous n'y prenons garde, servir le Bien mais aussi le Mal.

On peut même lire dans son *Paris demain* une plaisante et lucide vision littéraire de son temps, sous la forme d'une anticipation où nous pouvons nous reconnaître. Par exemple, dans certaines œuvres fabriquées, industrialisées du cinéma ou de notre télévision.

Certes, Hetzel ou Jean Macé admirait dans ses romans une haute valeur éducative. Fait-il les limiter au public de la jeunesse ? La critique récente a souligné la complexité, les mystères et les sous-entendus d'une écriture à la fois simple et travaillée. Jules Verne est un conteur universel et c'est une totalité de publics qui peut avec lui faire le tour du globe pour mesurer sa diversité et pour reconnaître la valeur identique de tous les êtres humains.

Pierre Gamarra

Dehors, devant la porte



Le théâtre de la Commune à Aubervilliers, joue jusqu'au 13 février la pièce de Wolfgang Borchert, *Dehors, devant la porte*.*

Cette pièce qui a connu dans l'après-guerre un grand succès en Allemagne, est la pièce d'un jeune homme en colère, un « pacifiste, un destructeur », pour reprendre les mots de l'un des personnages.

Un soldat rentre de la guerre, il a perdu une rotule à Stalingrad. Il a donc la jambe raide (plus de genuflexions). De toute façon, Dieu ne répond plus (il ne répond de rien, il n'y peut rien et ne fait rien). L'Allemagne est un champ de ruines et son lit est occupé par un autre ; alors, désespéré, le soldat Beckmann se jette dans le lit de l'Elbe. Mais le fleuve ne veut pas de lui et le rejette sur la berge. Commence le spectacle de lanterne magique (à la fois tragique et comique), de l'errance de cet homme qui doit continuer à vivre, avec rien dans le ventre, rien dans les mains et sur les épaules un poids qui l'écrase. Il tente de rendre la « responsabilité » à ceux qui l'ont envoyé au casse-pipe. Mais ses supérieurs n'en veulent pas, ni le colonel sanglant (ni le général qui hante ses rêves en tapant sur son xylophone fait d'os humains). Simple soldat qui aurait voulu s'en débarrasser pour pouvoir enfin dormir, Beckmann doit en prendre sa part...

L'auteur de cette pièce expressionniste et poétique, douloureuse et sarcastique, bouffonne et forte, fut un jeune poète allemand, plusieurs fois condamné par les nazis pour défaitisme et pacifisme, puis envoyé sur le front de l'est. Il est mort, épuisé par la guerre, la veille de la générale de sa pièce, à l'âge 27 ans.

Les quelques procès que l'on fait en ce moment à des soldats de la coalition en Irak jettent une lumière nouvelle sur cette œuvre. Aujourd'hui aussi, une fois la guerre officiellement finie, les vrais responsables (qui rejettent toute responsabilité) intiment aux assassins à leur botte l'ordre de « reprendre visage humain » !

E.C.

* Traduction Pierre Deshusses, mise en scène Laurent Hatat.

LES MOTS PAR L'OREILLE

« ACTER » (pièce en un acte, où il ne se passe rien)

La scène se passe dans une réunion politique, au Pcf ou dans ses parages. On peut aussi y assister lors d'une séance de Conseil municipal ou une rencontre syndicale. À la fin des débats, l'un des intervenants, l'air décidé et profond déclare « Il nous faut acter » et ce faisant il a sans doute le sentiment d'avoir fait progresser la discussion d'une manière décisive. « Acter » est en effet devenu un des mots-clefs de la nouvelle langue de bois répandue par chez nous, langue de bois qui n'est plus la langue de chêne massif du marxisme-léninisme mais qui serait plutôt une langue de « contre-plaqué ». Que signifie-t-il au juste ? Vérification faite, le Robert ignore le mot. Il connaît « prendre acte », « demander acte », « donner acte »... mais pas

« acter ». Quant au Larousse, il le signale comme un belgicisme pour « prendre acte ». Est-ce bien dans ce sens que l'entendent les camarades qui l'utilisent. Sa fréquence dans leur bouche serait dans ce cas le symptôme d'un problème, voire l'aveu d'une impuissance : les communistes dont la raison d'être est d'agir pour changer les choses passeraient maintenant leur temps à prendre acte de l'état des choses. Mais peut-être est-ce un autre sens qu'ils donnent à ce mot. Celui de « prendre une décision politique » ; ce qui, on me le concédera, n'est pas pareil... Acter, dans ce cas voudrait dire « décider d'agir », de « passer aux actes ». Le malheur, est que bien souvent les discours ne sont justement pas suivis d'actes. Ce qui nous ramène au premier sens supposé : se contenter de « prendre acte ». Je fais donc une proposition (de jure ne propose pas d'acter) : débarrassons-nous de ce tic de vocabulaire et passons plutôt à l'action.

Francis Combes

Le Manifeste

Journal communiste

**VOUS
VOULEZ
RÉAGIR**

sur

Le Manifeste

ou

**l'un de ses articles,
écrivez-nous :**

Le Manifeste

**21, rue de Navarin
75009 Paris**

ou

le-manifeste@noos.fr

Il a écrit

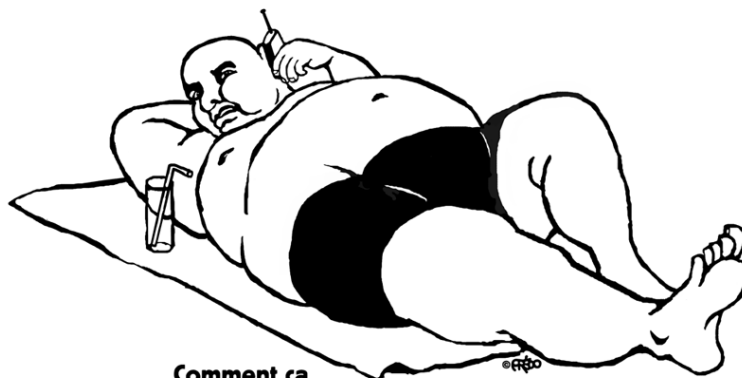
Dans une interview publiée par *Le Monde* du 6 janvier, Jean-Hervé Bradol, président de « Médecins sans frontières », annonce la suspension des dons pour l'aide d'urgence aux victimes du raz de marée en Asie. Il estime que Msf, dans le cadre de ses attributions, ne sera pas capable d'utiliser plus que les 40 millions d'euros déjà reçus et il ajoute « ... On montre des blessés, des gens sans abri à secourir immédiatement. En même temps, on parle de reconstruire. Ce n'est quand même pas la même chose ! La

reconstruction d'une région, d'un pays, cela s'appelle l'aide publique au développement. Cela appartient aux États, à la Banque mondiale, au G8. Si l'on demande aux particuliers, qui financent déjà cela à travers leurs impôts, de le faire en plus par leurs dons, il faut quand même le leur préciser très clairement. Il ne faut pas que l'on profite de l'extrême émotion pour basculer d'un thème à l'autre et faire basculer les dons d'une destination à l'autre »...

Oui, comme il fallait s'y attendre, les multinationales et les dirigeants des pays impérialistes ont vu, dès l'annonce de la catastrophe, non seulement une nouvelle possibilité de faire diverger pour un temps à la lutte des travailleurs dans leurs pays, mais aussi et surtout une chance inespérée de collecter des sommes considérables pour financer des projets de reconstructions plus que juteux. Tous

Tsunami... ou la bonne affaire !

RECONSTRUCTION



**Comment ça,
ma chambre n'est pas prête !!!**

les médias ont été mobilisés à cet effet. Les télévisions de ces pays se sont livrées à un matraquage en règle montrant sous tous les angles et à long-gueur de journée les dégâts causés par la vague géante, les cadavres enterrés dans des fosses communes, les survivants qui ont tout perdu... insistant particulièrement sur le manque d'eau potable, les risques d'épidémies, et les enfants orphelins « menacés par la prostitution » ! Tout ce qui pouvait émouvoir les gens a été gonflé démesurément afin de les amener à donner généreusement leur argent. On en appelait avec insistance à leur solidarité pécuniaire. Les dons en nature « n'étaient pas souhaités étant données les difficultés qu'il y avait à les distribuer » !

On peut dire que les résultats de l'opération ont dépassé les prévisions ! Des sommes énormes ont été collectées... Et la course aux contrats a commencé. Les principaux pays capitalistes s'agitent et rivalisent de

promesses pour se positionner. Les Usa ont procédé à quelques distributions de vivres et d'eau potable, largement médiatisées, et ont envoyé Colin Powell sur place. En réponse Chirac envoie un porte-hélicoptère dans la région et exige que l'aide humanitaire soit faite exclusivement sous le drapeau de l'Onu. La concurrence est vive, l'Allemagne, le Japon, l'Australie, la Suède, et d'autres États s'agitent aussi et espèrent avoir une part d'un gâteau... qui pourrait en fin de compte se révéler trop petit pour tous !

Le moratoire sur la dette (et non l'annulation) n'est que poudre aux yeux car les pays qui en « bénéficient » sont dans l'impossibilité matérielle de payer.

Quoi qu'il en soit, les populations sinistrées ne devront compter que sur elles-mêmes pour surmonter leurs difficultés. Dans leur immense majorité, elles ne verront rien de l'argent collecté pourtant à leur intention.

Celui-ci sera, pour l'essentiel, englouti dans des contrats juteux de reconstructions touristiques de luxe, sources de gros profits pour milliardaires.

Enfin, on ne peut s'empêcher de remarquer que les guerres impérialistes des Usa (initiées par Bush père et fils) pour s'approprier le pétrole de l'Irak ont fait deux fois plus de victimes que le raz de marée en Asie et créé des situations encore plus dramatiques dans la population et particulièrement chez les enfants. Pourtant ce génocide (qui se poursuit toujours) ne semble pas émouvoir les gouvernements occidentaux si prompts à verser des larmes de crocodile lorsqu'elles leurs permettent de remplir leurs portefeuilles !

On peut en dire autant des « guerres ethniques » ou des maladies qui ravagent l'Afrique. Décidément, il devient urgent de changer ce monde !

Jules Molina

Le Manifeste
recherche :

Des photos libres de droits (tous sujets - et surtout sur les pays (vous avez bien des photos prises en vacances à Cuba, à Launat, en Corse, en Chine, en Bretagne, sur Mars...)).

Des jeunes créateurs ayant une démarche artistique en lien avec une pensée communiste pour effectuer des reportages.

**Retrouvez Le Manifeste sur internet
<http://le.manifeste.free.fr>**

- **Abonnement pour 11 numéros : 20 €**
- **Abonnement - Souscription : 50 €**

Le Manifeste,

journal communiste

Numéro de commission paritaire : 0309 P 11455

Tirage à 3000 exemplaires

21, rue de Navarin 75009 Paris

Courriel : le-manifeste@noos.fr

Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

Directeur de publication : Joseph D'Angelo

Gérant et secrétaire de rédaction : Caroline Andréani

Rédactrice en chef : Patricia Latour

Maquette et conception artistique : Patrice Morel

Dessinateur : Frédo Coyère

Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c, rue A. Leveau, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : Prénom :
Adresse :

..... Tél. :
Courriel : Je verse : €

Abonnement à 20 E

Souscripteur à 50 E

Correspondant

Dépôt : exemplaires



*Chèques à adresser, à l'ordre du Manifeste
21, rue de Navarin 75009 Paris*